



BANQUE MONDIALE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION GENERALE DU BUDGET



BURKINA FASO
UNITE-PROGRES-JUSTICE

BUDGET CITOYEN

LOI DE FINANCES 2021



BUDGET CITOYEN

LOI DE FINANCES 2021



Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

| | |
|----------|--|
| ASF | Attestation de Situation Fiscale |
| BCEAO | Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| CNT | Conseil National de la Transition |
| COVID-19 | Coronavirus Disease 2019 |
| CUP | Centre Universitaire Polyvalent |
| DGDT | Direction Générale du Développement Territorial |
| DGEP | Direction Générale de l'Economie et de la Planification |
| DGESS | Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles |
| DPPD | Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses |
| FCFA | Franc de la Communauté Financière Africaine |
| HIMO | Haute Intensité de Main-d'Oeuvre |
| IBP | International Budget Partnership |
| IDS | Institut Des Sciences |
| MAAH | Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles |
| MCIA | Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat |
| MEA | Ministère de l'Eau et de l'Assainissement |
| MENAPLN | Ministère de L'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales |
| MESRSI | Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation |
| MI | Ministère des Infrastructures |
| MINEFID | Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement |
| MJPEJ | Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes |
| MS | Ministère de la Santé |
| N | Nombre |
| OSC | Organisation de la Société Civile |
| UEMOA | Union Economique et Monétaire Ouest Africaine |
| UNB | Université Nazi BONI |
| UNZ | Université Norbert ZONGO |
| USD | United States Dollar |
| UTS | Université Thomas SANKARA |



M A L I

N I G E R

BURKINA FASO

■ OUAGADOUGOU

Fada-N'Gourma

Tenkodogo

Manga

Koudougou

Dédougou

Ziniaré

Kaya

Ouahigouya

Dori

Bobo-Dioulasso

Banfora

Gaoua

B E N I N

G H A N A

T O G O

CÔTE D'IVOIRE

AVANT-PROPOS



Le budget de l'Etat, en tant qu'outil d'opérationnalisation de la politique du Gouvernement en matière de développement économique et social, est considéré comme un document difficilement assimilable par le citoyen du fait de son caractère technique. Dans le souci d'améliorer la transparence et l'accessibilité des données budgétaires au citoyen et ce, conformément au principe de redevabilité édicté par la loi n° 008-2013/AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques, le Gouvernement élabore annuellement depuis 2014, un budget citoyen.

Ce document qui reprend dans un langage simplifié l'essentiel du contenu de la loi de finances, permet aux citoyens de s'en approprier afin de pouvoir pleinement exercer leurs rôles de contrôle et de veille conférés par la constitution du 02 juin 1991.

L'élaboration du budget de l'Etat, l'exercice 2021 intervient dans un contexte national très difficile marqué par la persistance des attaques terroristes et les effets de la maladie à coronavirus (Covid-19). Ce contexte est également marqué par la suspension du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ainsi que par l'achèvement du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 et du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) conclu avec

le Fonds monétaire international (FMI) pour la période 2018-2020.

La présentation du budget citoyen, tout en mettant l'accent sur les efforts du Gouvernement dans les domaines de l'éducation, la santé, l'agriculture, l'eau potable, l'assainissement, l'emploi, la formation professionnelle et des infrastructures, aborde également les questions préoccupantes de la lutte contre l'insécurité et la Covid-19. A cet effet, les prévisions de ressources allouées au secteur de la défense et sécurité et celles allouées à certains ministères et institutions dans le cadre de la riposte contre ladite pandémie sont présentées dans le document.

Les ambitions du Gouvernement pour ces secteurs qui impactent fortement et directement la vie du citoyen nous interpellent à redoubler d'effort dans la mobilisation et l'utilisation rationnelle des ressources internes face à la raréfaction des ressources extérieures.

Cette situation appelle, chacun en ce qui le concerne, à un sursaut patriotique dans l'accomplissement de son devoir fiscal pour le financement de nos priorités en matière de développement économique et social.

Pour permettre son appropriation, ce document fera l'objet de traduction dans certaines langues nationales et d'une large diffusion à l'endroit de toutes les couches de la population via des canaux appropriés.





BURKINA FASO
ASSEMBLÉE NATIONALE

SOMMAIRE

1^{re} PARTIE

11

GENERALITES SUR LE BUDGET ET QUELQUES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES, EXERCICE 2021

- I. Quelques notions de base
- II. Fondements juridiques de l'élaboration du budget citoyen
- III. Grandes étapes du processus d'élaboration du budget
- IV. Quelques dispositions de la loi de finances, exercice 2021

2^e PARTIE

21

CONTEXTE, HYPOTHESES D'ELABORATION ET PRIORITES DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

- I. Contexte d'élaboration du Budget de l'Etat, exercice 2021
- II. Hypothèses d'élaboration du Budget de l'Etat exercice 2021
- III. Priorités retenues pour l'année 2021

3^e PARTIE

27

PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

- I. Recettes
- II. Dépenses
- III. Soldes budgétaires et quelques indicateurs macroéconomiques

4^e PARTIE

37

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

5^e PARTIE

95

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR UNE BONNE EXECUTION DU BUDGET DE L'ANNEE 2021

- I. En matière de recettes
- II. En matière de dépenses

6^e PARTIE

97

THEMATIQUE DU BUDGET CITOYEN 2021 LA GESTION DES INVESTISSEMENTS DANS LE CADRE DU BUDGET PROGRAMME

101

CONCLUSION

102

ANNEXES



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

01

**GENERALITES SUR LE BUDGET ET QUELQUES
DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES,
EXERCICE 2021**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

Pour faciliter la compréhension du budget par le citoyen, cette partie présente les définitions de quelques notions de base, les fondements juridiques qui sous-tendent l'élaboration du budget citoyen, les grandes étapes du processus d'élaboration du budget et quelques dispositions de la loi de finances, exercice 2021.



I- QUELQUES NOTIONS DE BASE

Arbitrage budgétaire

Processus suivant lequel les ressources budgétaires sont réparties entre les différents ministères et institutions en tenant compte de la capacité financière et des priorités du Gouvernement.

Budget de l'Etat

Partie chiffrée de la loi de finances qui présente d'une part, les ressources de l'Etat et d'autre part, les activités retenues et les montants prévus pour les mettre en œuvre au cours d'une année donnée.

Il est important de souligner que le budget de l'Etat n'est pas de l'argent disponible pouvant être immédiatement utilisé pour couvrir les dépenses. En effet, les recouvrements de recettes se font durant toute l'année budgétaire et les dépenses sont exécutées en tenant compte du niveau de la trésorerie.

Cadrage budgétaire

Processus consistant à dégager les prévisions de ressources globales et à les allouer à la réalisation des objectifs de développement définis par les référentiels nationaux de développement économique et social (programme présidentiel, Plan national de développement économique et social (PNDES)). Il est effectué chaque année et couvre une période de trois (03) ans.

Charge financière de la dette

Ensemble de dépenses de l'Etat consacrées au paiement des intérêts et autres charges liées à la dette.

Choix stratégiques budgétaires

Mesures prises par le Gouvernement en vue d'assurer un bon niveau de mobilisation des ressources et une exécution efficace de la dépense publique.

Critères de convergence

Indicateurs économiques assortis de normes que les Etats membres de l'UEMOA doivent respecter dans l'élaboration et la conduite des politiques de développement pour l'atteinte des objectifs de l'Union. Il existe deux (02) types de critères : les critères de premier rang dont le respect est obligatoire et ceux de second rang constituant des repères structurels indicatifs.

Dépenses en atténuation des recettes

Dépenses destinées au remboursement de certaines recettes indument perçues par l'Etat.

Don programme

Aide financière non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers et non affectée préalablement à un projet de développement.

Don projet

Aide financière non remboursable provenant des Partenaires techniques et financiers octroyée à un Etat pour la mise en œuvre d'un projet de développement préalablement défini.

Encours de la dette

Montant total de la dette restant à rembourser par l'Etat à une date donnée.

Epargne budgétaire

Différence positive due au fait que les recettes ordinaires sont supérieures aux dépenses ordinaires. *Elle traduit la capacité de l'Etat à financer ses investissements après couverture de ses dépenses ordinaires.*

Impôt

Prélèvement obligatoire effectué par la puissance publique (l'Etat et les collectivités territoriales) sur les ressources des personnes vivant sur le territoire ou y possédant des intérêts, sans contrepartie déterminée, en vue de faire face aux charges de l'Etat ou de la collectivité.

Inflation

Augmentation du niveau général des prix des biens et services. Lorsqu'il y a inflation, le pouvoir d'achat diminue.

Loi de finances

Acte législatif par lequel l'Assemblée nationale autorise le Gouvernement à percevoir l'impôt et à exécuter des dépenses sur une année budgétaire. Au Burkina Faso, l'année budgétaire coïncide avec l'année civile (1^{er} janvier au 31 décembre).

Loi de finances initiale (LFI)

Première loi de finances votée par l'Assemblée nationale au titre d'une année.

Loi de finances rectificative (LFR)

Loi de finances qui modifie en cours d'année les dispositions de la loi de finances initiale.

Loi de règlement

Loi qui intervient après la clôture de l'exécution du budget et arrête le montant définitif des recettes et des dépenses ainsi que les résultats budgétaires (déficit ou excédent) qui en découlent.

Masse salariale/recette fiscale

Rapport entre la masse salariale et les recettes fiscales. Il traduit la part des recettes fiscales consacrée au paiement des salaires des agents publics. Il constitue un des critères de convergence de second rang de l'UEMOA.

Produit intérieur brut

Valeur de tous les biens et services produits dans le pays au cours d'une année.

Redevance

Prélèvement obligatoire à l'occasion d'une opération de service public. Elle est la contrepartie monétaire d'un service rendu.

Solde budgétaire global

Différence entre les recettes totales et les dépenses totales du budget de l'Etat. Lorsque les dépenses sont supérieures aux recettes de l'année, on parle de «**déficit budgétaire**». Si les dépenses sont inférieures aux recettes de l'année, on parle d'«**excédent budgétaire**». En cas d'égalité entre les dépenses et les recettes de l'année, on parle d'«**équilibre budgétaire**».

Système d'exercice

Rattachement des opérations de recettes et de dépenses à l'année à laquelle elles ont été autorisées indépendamment de l'année au cours de laquelle elles sont effectivement exécutées.

Taux de pression fiscale

Rapport entre les recettes fiscales et le PIB d'un pays. Il mesure le poids des impôts dans l'économie. Il constitue un des critères de convergence de second rang de l'UEMOA.

Transfert courant

Aide financière de l'Etat octroyée à certaines structures (Société d'Etat, Etablissement Public de l'Etat, Collectivité Territoriale, partenaires sociaux, partis politiques, etc.) pour la mise en œuvre de leurs actions. Il prend également en compte la contribution de l'Etat aux organismes internationaux dont le Burkina Faso est membre.

Transfert en capital

Dépense composée de subvention publique versée à une structure pour compléter le financement de ses investissements (entreprise en difficulté) et de montant destiné à l'acquisition d'actifs.



II- FONDEMENTS JURIDIQUES DE L'ELABORATION DU BUDGET CITOYEN

L'élaboration du budget citoyen est régie par des textes juridiques au plan international, communautaire et national dont les principaux sont répertoriés dans le tableau ci-dessous :



Au plan international

- Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (article 14) ;
- Code de bonnes pratiques en matière de transparence des finances publiques du Fonds Monétaire International (FMI), 2007 (point III).



Au plan communautaire

- Directive N°01/2009/CM / UEMOA du 27 mars 2009 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA (préambule) ;
- Directive N°06/2009/CM / UEMOA du 26 juin 2009 portant lois de finances au sein de l'UEMOA (article 14).



Au plan national

- Constitution du 02 juin 1991 (préambule) ;
- Loi N° 008-2013 /AN du 23 avril 2013 portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au Burkina Faso (article 2) ;
- Loi organique N° 073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances (article 94).



III- GRANDES ETAPES DU PROCESSUS D'ELABORATION DU BUDGET

Le budget de l'Etat est élaboré conformément à un calendrier budgétaire annuel. Le processus d'élaboration du budget de l'année à venir démarre dès le mois de janvier de l'année en cours avec la définition des priorités et des choix stratégiques budgétaires. Il s'étend jusqu'au mois de décembre avec la promulgation de la loi de finances en passant par les différentes étapes de l'arbitrage budgétaire aussi bien au niveau du Gouvernement que de l'Assemblée nationale.



1

CADRAGE BUDGETAIRE**JANVIER - JUIN**

Priorités et choix stratégiques budgétaires

Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses)

Détermination des enveloppes par ministère et institution

Elaboration et notification de la circulaire aux ministères et institutions

Elaboration des budgets programmes (BP) par les ministères et institutions



4

PROMULGATION**DECEMBRE**

Promulgation de la loi de finances par le Président du Faso



2

ARBITRAGE**JUIN - SEPTEMBRE**

Examen technique des BP par le ministère en charge des finances

Adoption de l'avant-projet de loi de finances par le Conseil des ministres



3

VOTE**SEPTEMBRE - DECEMBRE**

Dépôt du projet de loi de finances à l'Assemblée Nationale

Vote de la loi de finances par le Parlement

**IV- QUELQUES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES, EXERCICE 2021**

Cette partie traite de quelques dispositions encadrant la gestion budgétaire (i) et des nouvelles dispositions fiscales (ii).

1. Dispositions encadrant la gestion budgétaire

L'efficacité dans la gestion budgétaire est consacrée par un certain nombre de dispositions portant aussi bien sur les recettes que sur les dépenses.

a. En matière de recettes
(articles 3,5 et 9 de la LFI)

- « Aucune recette, quel que soit son budget d'imputation ou sa destination, ne peut être perçue si elle n'est autorisée par un texte législatif ou réglementaire pris sur proposition ou avec l'accord préalable du ministre en charge des finances ... ».
- « Les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables de l'encaissement régulier des recettes dont le recouvrement leur est confié. Est considéré comme un détournement de deniers publics et passible de poursuites administratives et judiciaires, le non reversement des ressources des services de recettes au Trésor public dans les délais réglementaires ».
- « Pour toute somme due à l'Etat au titre des prêts et avances non réglés à l'échéance, le redevable est tenu de régler une pénalité de retard au taux de refinancement appliqué au Trésor public par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).
- Cette pénalité de retard n'est applicable que pour les prêts et avances pour lesquels la convention signée entre l'Etat et le bénéficiaire ne prévoit aucun intérêt moratoire, aucun intérêt de retard et aucune pénalité de retard.

Le montant minimum à percevoir par le Trésor public au titre de ces pénalités est fixé à cent mille (100 000) francs CFA ».

b. En matière de dépenses
(articles 58 et 60 de la LFI)

- « Les ordonnateurs et leurs délégués sont pécuniairement, personnellement et civilement responsables des dépenses exécutées sans engagement préalable.

Il est interdit, sous peine de forfaiture, aux ordonnateurs et à tout fonctionnaire, de prendre en violation de la disposition précédente, des mesures ayant pour objet d'engager ou d'exécuter des dépenses en dépassement des crédits ouverts. Les dépenses engagées ou exécutées dans de telles conditions sont mises à la charge du responsable.

- Les crédits ouverts au budget de l'Etat, à l'exception de ceux de la charge financière de la dette, constituent des autorisations maximales et non des obligations de dépenses ».
- « Sauf exception prévue par la réglementation, tout acte réglementaire, contrat, marché, convention, instruction ou décision émanant des institutions et des départements ministériels et de nature à avoir des répercussions sur les finances de l'Etat doit revêtir le visa préalable du contrôleur financier. Pour le ministère en charge de la défense, le visa du contrôleur des forces armées est obligatoire.

Toute prestation effectuée en dehors de ces formes réglementaires est considérée

comme un acte d'ordre privé entre la personne qui a effectué la commande et le fournisseur. Dans ce cas, aucun recours auprès de l'administration n'est recevable ».

2. Nouvelles dispositions fiscales

Au titre de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2021, les nouvelles mesures fiscales portent sur :

- l'élargissement de l'assiette fiscale,
- l'amélioration du rendement de l'impôt,
- la promotion des télé-procédures,
- les faveurs fiscales et
- les ajustements techniques.

a. L'élargissement de l'assiette fiscale

> Institution d'une taxe sur les activités financières (TAF) (art. 392-1 à 392-9 du Code général des impôts (CGI))

Dans le souci de résoudre les difficultés de l'imposition à la TVA des activités dans le secteur bancaire et financier et pour aller dans le même sens que les autres pays membres de l'UEMOA, par une mise en cohérence des règles fiscales relatives à l'imposition des activités financières dans l'espace UEMOA, il est institué la taxe sur les activités financières. Sont soumises à la TAF, les opérations qui se rattachent aux activités bancaires, financières et d'une manière générale, au commerce des valeurs et de l'argent à l'exception des opérations de crédit-bail.

Le taux de la TAF est fixé à 17%. Ce taux est réduit à 15% pour :

- les entreprises relevant du régime du bénéfice réel normal d'imposition (RNI), selon les seuils fixés à l'article 527 du CGI ;
- le refinancement interbancaire.

Il est attendu un gain de recettes estimé à **6,00 milliards FCFA** au profit du budget de l'Etat.

> Modification du champ de la Contribution du Secteur Elevage (CSE) (art. 548 à 553 du CGI)

La réforme vise l'élargissement du champ d'application de la CSE aux produits de la pêche et de l'aquaculture tels que les poissons, les crustacés, les mollusques, les grenouilles et autres produits halieutiques. Elle permettra de disposer de ressources financières suffisantes permettant la reconstitution des espèces et le développement des productions halieutiques et aquacoles. Cet élargissement va se traduire par un prélèvement de 25 FCFA par kilogramme de produits halieutiques et aquacoles vendus et par une amélioration du dispositif d'ensemble.

Il est attendu des recettes additionnelles estimées à **3,48 milliards FCFA**.

Les contributions sont affectées à raison de 20% au budget de l'Etat et de 80% au Fonds de développement de l'élevage.

b. L'amélioration du rendement de l'impôt

> **Réforme de la Contribution des Micro-entreprises (art. 532 à 540 du CGI)**

Le nouveau système d'imposition devrait permettre d'améliorer la part contributive des acteurs évoluant dans ce secteur et de les faire contribuer de manière plus efficace. Il s'agit à travers cette réforme de mettre en place un système d'imposition plus simple et plus rentable, à même d'améliorer les budgets des collectivités territoriales.

Les contribuables des sous-groupes d'imposition sont donc répartis ainsi qu'il suit :

- contribution des micro-entreprises-régime du forfait, pour les contribuables personnes physiques, ayant un chiffre d'affaires inférieur à **5 millions FCFA** ;
- et la contribution des micro-entreprises-régime déclaratif, pour les contribuables, personnes physiques ayant un chiffre d'affaires supérieur ou égal à **5 millions FCFA** et inférieur à **15 millions FCFA**. Les contribuables personnes morales étant exclues du régime du forfait relèvent d'office de la contribution des micro-entreprises-régime déclaratif.

Il est attendu un gain de recettes estimé à **7,53 milliards FCFA** au profit des budgets des collectivités territoriales.

> **Exigence de l'Attestation de Situation Fiscale (ASF) pour la délivrance de certains actes (art. 634 du CGI)**

L'ASF est un instrument de lutte efficace contre la fraude fiscale et son exigence permet le recouvrement de certaines créances fiscales. Aussi, l'exigence de l'ASF est proposée dans la présente réforme pour :

- les demandes de cessions provisoires et définitives de terrains émanant des sociétés de promotion immobilière ;
- l'octroi, le renouvellement et le transfert de titres miniers et autorisations diverses ;
- les opérations d'importation des entreprises du régime du bénéfice réel simplifié d'imposition et de la contribution des micro- entreprises.

Par ailleurs, les délais de validité sont proposés pour être ramenés à un (01) mois au lieu de trois (03) mois initialement prévus.

c. **Mesures visant la promotion des télé-procédures (déclarations et paiements électroniques des impôts)**

Dans le cadre de la politique de promotion des télé-procédures, de la sécurisation des recettes et de la maîtrise des restes à recouvrer, il est proposé de rendre le paiement par procédé électronique obligatoire pour les contribuables relevant des Directions des moyennes entreprises (article 561.3 du CGI).

La DGI compte actuellement trois (03) Directions des moyennes entreprises qui ont plus de 5 200 contribuables dans leurs portefeuilles.

En rappel, le paiement des impôts et taxes par procédés électroniques est obligatoire depuis le 1er janvier 2020 pour les contribuables relevant de la Direction des grandes entreprises.

Il est attendu des paiements d'environ **100 milliards FCFA** via les moyens électroniques.

d. Mesures de faveurs fiscales

La mesure de faveur fiscale concerne la reconduction de la mesure du forfait, au profit des personnes physiques, au titre des droits d'enregistrement des mutations volontaires de propriété de biens immeubles à usage d'habitation et autorisation des mutations hors délai de mise en valeur.

Le forfait et l'autorisation des mutations des terrains nus à usage d'habitation hors délai de mise en valeur ont été institués pour la première fois en 2016 puis reconduites en 2017, 2018 et 2020 au profit des personnes physiques afin de permettre aux personnes à revenus modestes d'effectuer plus aisément leurs opérations de mutation.

Au regard de l'impact de la crise sanitaire liée à la Covid-19 qui a perturbé la mise en œuvre de la mesure au cours de l'année 2020 et de l'intérêt manifesté par la population, il est proposé de la reconduire comme telle, pour l'année 2021.

Les forfaits des mutations de propriété de biens immeubles à

usage d'habitation dont la valeur n'excède pas 20 millions FCFA sont présentés par localité dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 Tarifs forfaitaires par localité

| LOCALITE | TERRAINS NUS | TERRAINS BÂTIS |
|---|--------------|----------------|
| OUAGADOUGOU | 500 000 | 800 000 |
| BOBO-DIOULASSO | 300 000 | 400 000 |
| <i>Chefs-lieux de régions (autre que Ouaga et Bobo)</i> | 200 000 | 250 000 |
| Autres communes | 150 000 | 200 000 |

Les personnes éligibles aux forfaits ci-dessus, restent soumises au taux de droit commun (8% de la valeur) lorsqu'il résulte de la liquidation, un droit inférieur au forfait sus indiqué.

Lorsque la valeur du bien immeuble, objet de la mutation excède **20 millions FCFA**, le surplus est soumis au taux de droit commun.

e. Mesures d'ajustement technique de certaines dispositions fiscales

Des mesures d'ajustement technique ont été introduites afin de rendre plus lisible et applicable certaines dispositions du CGI. La réforme majeure a consisté en la modification des délais de déclaration et de paiement en les ramenant au 15 du mois au lieu du 20. Cette modification concerne la TVA, la taxe sur les boissons, la taxe sur les tabacs, la taxe spécifique sur les entreprises de télécommunication, la taxe sur la parfumerie et les cosmétiques, la taxe sur les emballages, le minimum forfaitaire de perception/RNI, l'acompte provisionnel, les retenues à la source (résidant, non résidant, libératoire) et les prélèvements facturés.

NB Pour le détail des mesures, se référer aux dispositions de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2021.



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

02

**CONTEXTE, HYPOTHESES D'ELABORATION ET
PRIORITES DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

I- CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Le contexte économique et social dans lequel s'est élaboré le budget de l'Etat, exercice 2021 a été marqué :

AU PLAN INTERNATIONAL ET REGIONAL PAR

- *l'adoption en janvier d'un accord de retrait définitif du Royaume-Uni de l'UE ;*
- *la signature d'un accord économique et commercial entre la Chine et les Etats-Unis ;*
- *la persistance des attaques terroristes dans le Sahel ;*
- *la propagation dans le monde entier de la maladie à coronavirus, déclenchée en Chine en fin décembre 2019.*

En somme, la croissance économique mondiale passerait de -4,9% en 2020 contre 2,9% en 2019.

AU PLAN NATIONAL PAR

- *la persistance des attaques terroristes ;*
- *la persistance des remous sociaux ;*
- *les effets de la pandémie à corona virus ;*
- *la suspension du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA ;*
- *l'achèvement du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 ;*
- *l'achèvement du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) pour la période 2018-2020 ;*
- *l'organisation des élections présidentielle et législatives.*

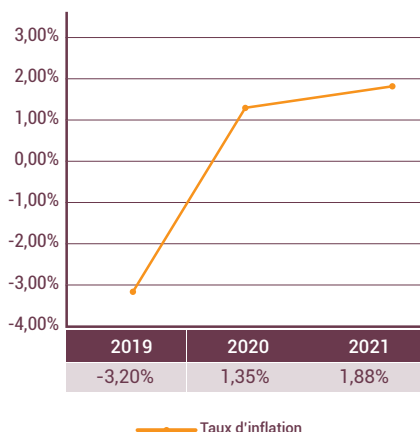
II- HYPOTHESES D'ELABORATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

L'évolution du Produit intérieur brut (PIB), des cours de certaines matières premières, du taux d'inflation, du taux de change du dollar US ainsi que de la production nationale de céréales sont les principales hypothèses qui sous-tendent l'élaboration du budget de l'Etat, exercice 2021. Ces hypothèses sont représentées à travers les graphiques ci-après :

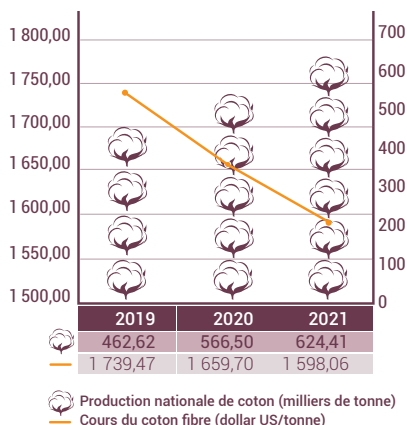
Evolution du PIB réel (en milliard de FCFA)



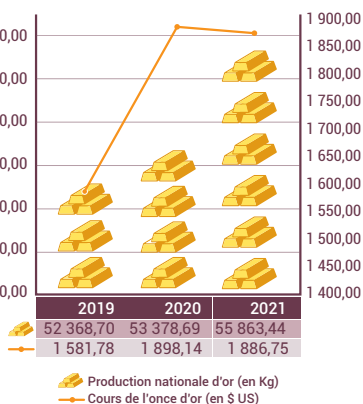
Evolution du Taux d'inflation (%)



Evolution de la production et du cours du coton

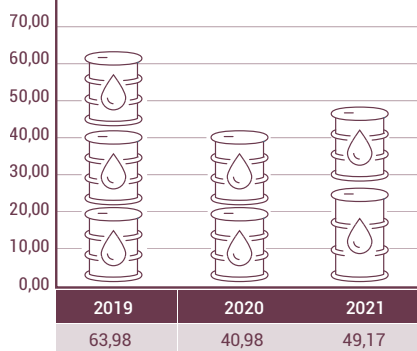


Evolution de la production et du cours de l'or



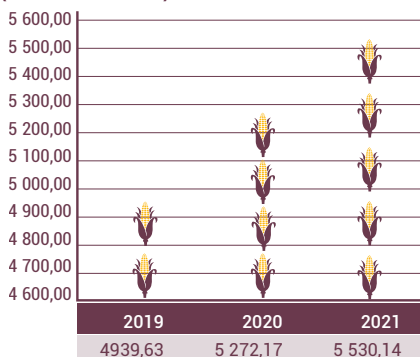
02 CONTEXTE, HYPOTHESES D'ELABORATION ET PRIORITES DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Evolution du cours du baril de pétrole (\$ US)



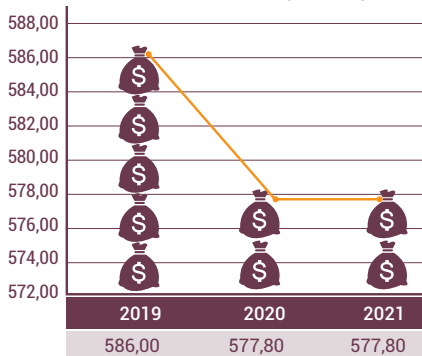
Cours international du baril de pétrole (en \$ US)

Evolution de la production nationale de céréales (milliers de tonnes)



Production nationale de céréales (en milliers de tonnes)

Evolution du cours du dollar US (en FCFA)



Cours du dollar US (en F CFA)

III- PRIORITES RETENUES POUR L'ANNEE 2021

Les priorités retenues par le Gouvernement au titre du budget de l'Etat, exercice 2021 reposent sur les axes stratégiques du PNDES et les défis du moment. Ces priorités se déclinent comme suit :

➔ le renforcement de la sécurité et de la cohésion sociale

un accent particulier sera mis sur le renforcement des actions entreprises pour donner une réponse à la question sécuritaire qui entrave les efforts de développement. Aussi, la dégradation progressive de la situation sécuritaire dans notre pays a des conséquences négatives sur la cohésion sociale. A cet effet, les actions du Gouvernement seront également orientées vers la reconstitution du tissu social ;

➔ la promotion d'une bonne gouvernance

les actions porteront entre autres sur le renforcement des capacités des corps de contrôle en matière de lutte contre la corruption, la fraude et le faux ainsi que l'opérationnalisation des inspections techniques et des conseils de discipline. Elles concerneront également la réduction du train de vie de l'Etat par l'instauration de bonnes pratiques dans la gestion du patrimoine de l'Etat, la modernisation de l'administration financière afin d'accroître les performances des structures de mobilisation des recettes et d'exécution de la dépense ;

➔ **le développement du capital humain**

les actions à mener portent sur l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche, la santé, l'accès à l'eau potable et assainissement, l'insertion de la jeunesse et des femmes dans l'activité économique et la promotion de la protection sociale ;

➔ **la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie**

les interventions concerneront l'énergie, les infrastructures routières, les technologies de l'information et de la communication, l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'industrie minière.

Ainsi, les prévisions budgétaires des projets d'investissements estimées à 856,73 milliards FCFA se répartissent comme suit par axe du PNDES :



Plan National de Développement Économique et Social

AXE 1



Réforme des institutions
et modernisation
de l'administration

23,13%

198,17 milliards FCFA

AXE 2



Développement
du capital humain

19,54%

167,44 milliards FCFA

AXE 3



Dynamisation des secteurs
porteurs pour l'économie
et l'emploi

57,33%

491,12 milliards FCFA





BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

03

**PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT,
EXERCICE 2021**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

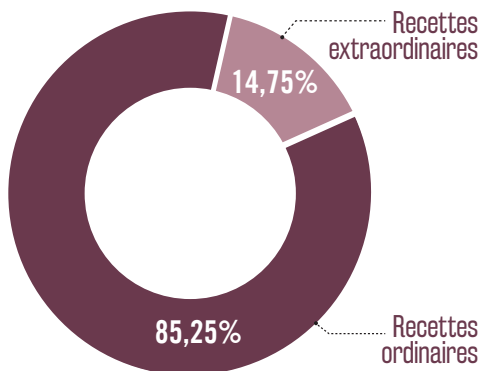
I- RECETTES

De quoi sont constituées les recettes du budget de l'Etat, exercice 2021 ?

Le budget de l'Etat est constitué de :

- **85,25% de recettes ordinaires** (recettes fiscales et recettes non fiscales), soit **1 799,52 milliards FCFA** ;
- **14,75% de recettes extraordinaires** (dons projets et dons programmes), soit **311,46 milliards FCFA**.

Répartition des prévisions de recettes budgétaires 2021 par source



Comment ont évolué les recettes du budget de l'Etat entre 2020 et 2021 ?

Les recettes du budget de l'Etat ont augmenté de 2,58% entre 2020 et 2021.

Recettes du Budget de l'Etat en 2020 (LFR)



2 057,80 milliards FCFA

Recettes du Budget de l'Etat en 2021



2 110,97 milliards FCFA

+2,58%

D'où proviendront les recettes du budget de l'Etat, exercice 2021 ?

Les recettes du budget de l'Etat proviendront des :

Recettes fiscales

Taxes sur la Valeur Ajoutée (TVA), Impôt sur les Sociétés (IS), Impôt Unique sur les Traitements et Salaires (IUTS), etc.

1 584,55 milliards FCFA

Recettes non fiscales

Amendes et condamnations pécuniaires, droits et frais administratifs, etc.

214,97 milliards FCFA

Dons programmes

Fonds octroyés par les partenaires financiers en complément des ressources internes de l'Etat

90,37 milliards FCFA

Dons projets et legs

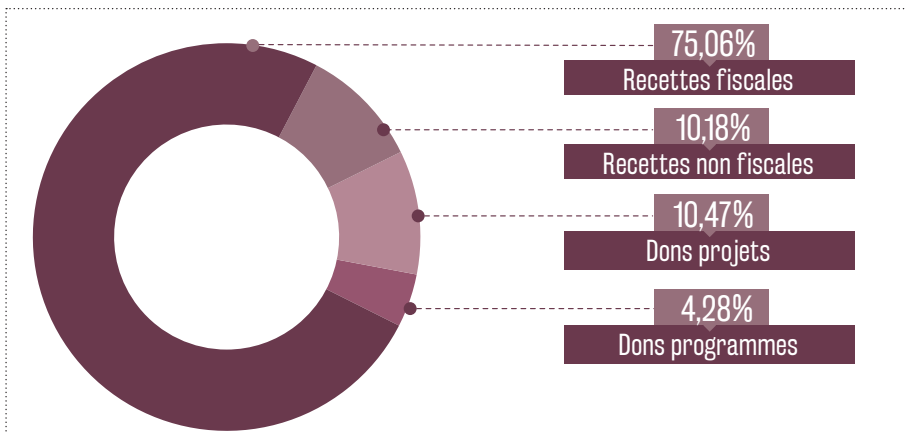
Fonds octroyés par les partenaires financiers pour la réalisation de projets d'investissements bien ciblés

221,09 milliards FCFA

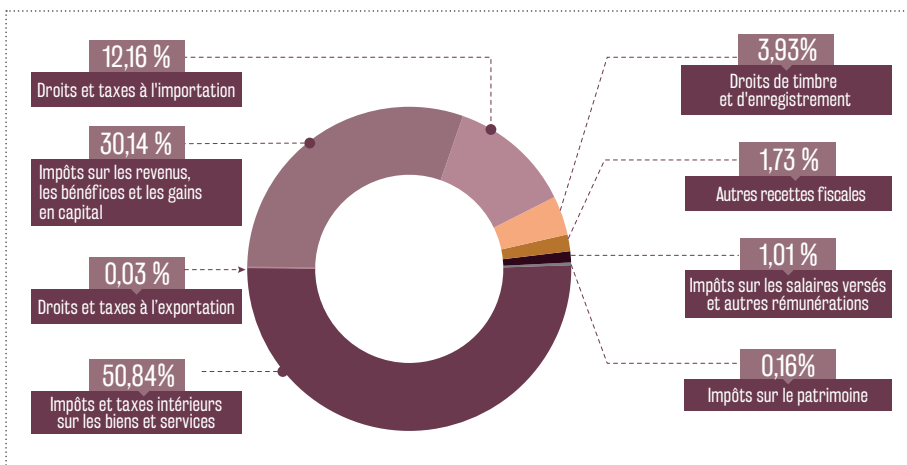


2 110,97 milliards FCFA

Répartition des prévisions de recettes du budget 2021 par nature de ressources



Répartition des recettes fiscales 2021 par nature d'impôts



II- LES DEPENSES

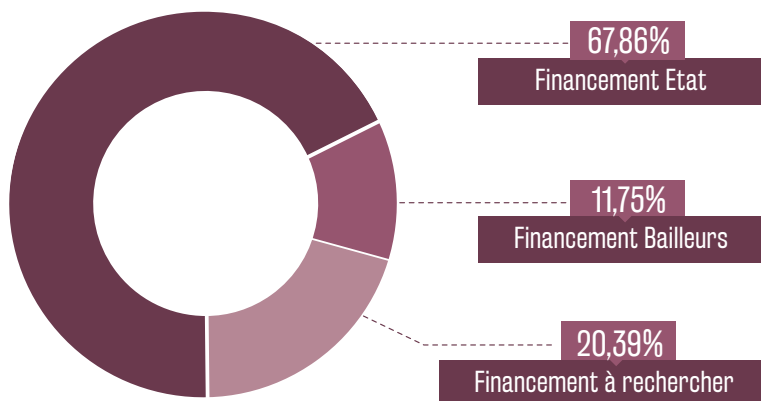
Comment seront financées les dépenses du budget de l'Etat, exercice 2021 ?

Les dépenses du budget de l'Etat seront financées à hauteur de :

- **67,86%** par les recettes ordinaires, soit **1 799,52 milliards FCFA** ;
- **11,75%** par les recettes extraordinaires, soit **311,46 milliards FCFA**.

Il se dégage un gap à combler de **20,39%**, soit **540,80 milliards FCFA**.

Modalités de financement des dépenses du budget 2021



Comment ont évolué les dépenses de l'Etat entre 2020 et 2021 ?

Les dépenses de l'Etat ont augmenté de 4,70% entre 2020 et 2021

Dépenses totales
de l'année 2020 (LFR)



2 532,76 milliards FCFA

Dépenses totales
de l'année 2021

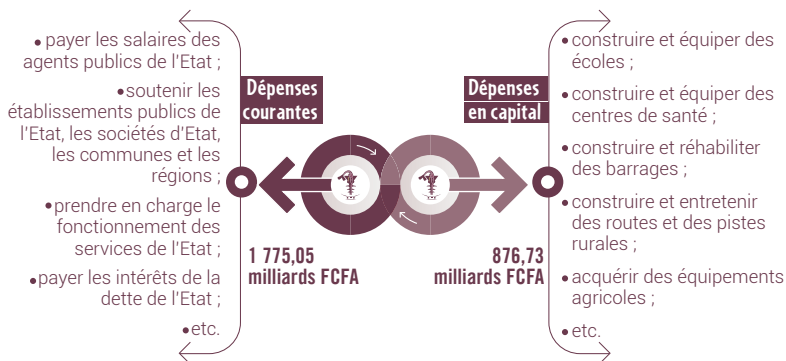


2 651,77 milliards FCFA

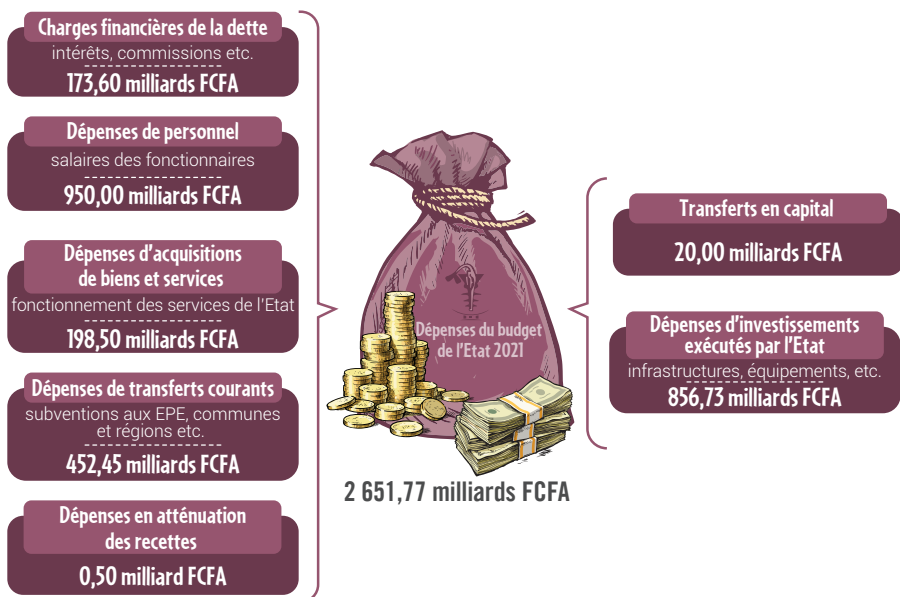
+4,70%

A quoi serviront les dépenses du budget de l'Etat, exercice 2021 ?

Les dépenses du budget de l'Etat serviront à :

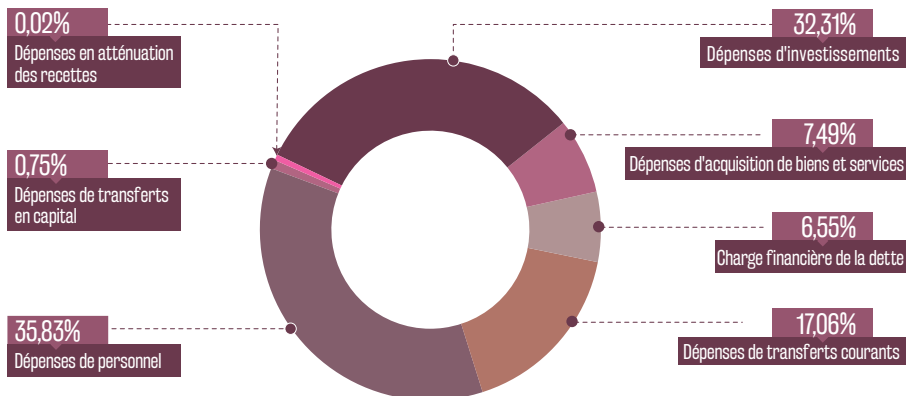


Dépenses du Budget de l'Etat en 2021



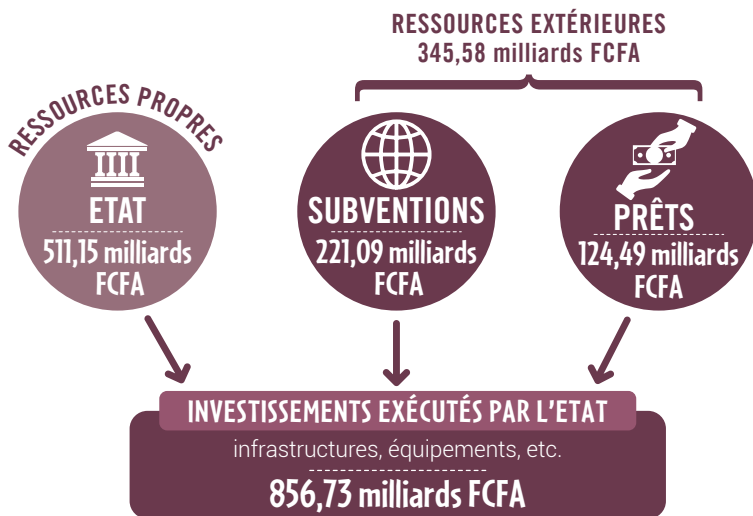
03 PRESENTATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Prévisions de dépenses du budget 2021 par nature de dépenses

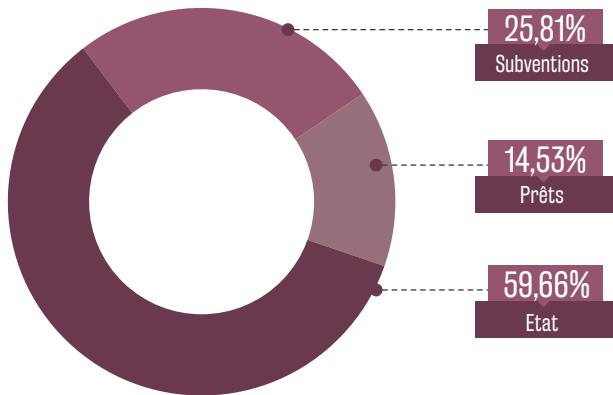


Comment seront financés les investissements exécutés par l'Etat en 2021 ?

Les investissements seront financés par :



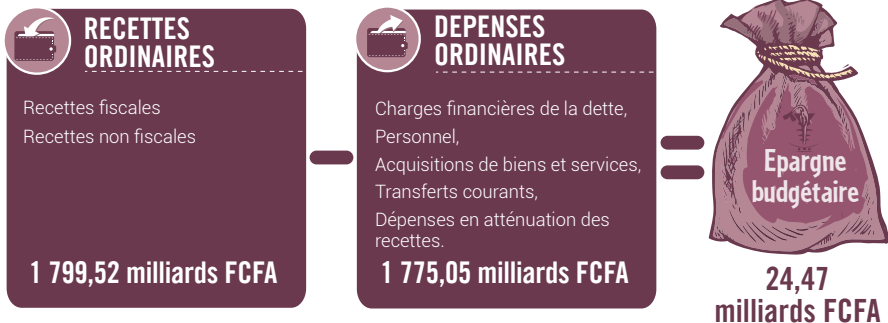
Prévisions de dépenses d'investissements 2021 par mode de financement



III- SOLDES BUDGETAIRES ET QUELQUES INDICATEURS MACROECONOMIQUES

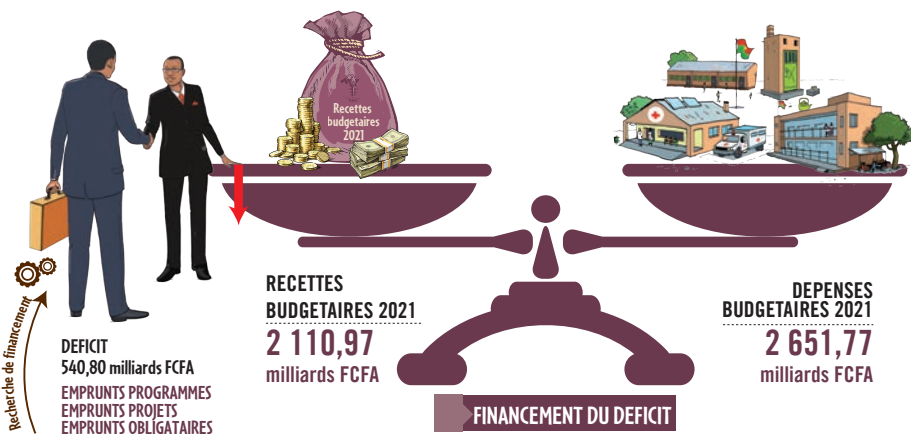
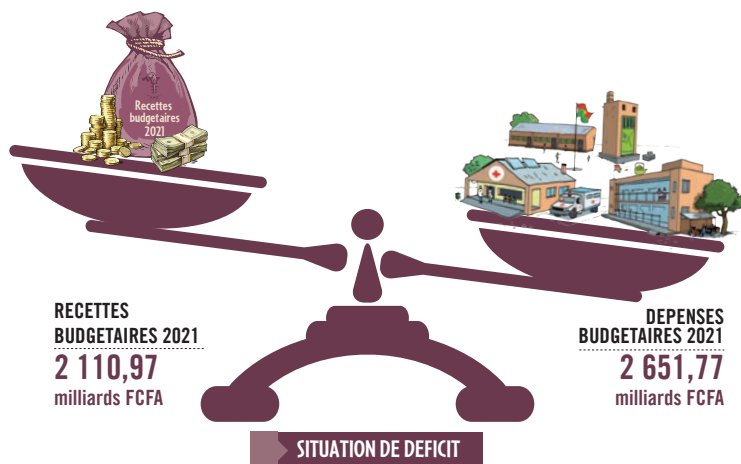
1. Epargne budgétaire

Les prévisions de recettes et de dépenses pour 2021 permettent de dégager une épargne budgétaire de **24,47 milliards FCFA**. Cette épargne servira à financer une partie des investissements de l'Etat.



2- Déficit budgétaire et sources de financement

Les prévisions du budget de l'Etat, exercice 2021 dégagent un déficit de **540,80 milliards FCFA**. Ce déficit serait couvert par les emprunts programmes, les emprunts projets et les emprunts obligataires.



3- Suivi de quelques indicateurs macroéconomiques

Pour le budget de l'Etat, exercice 2021, les indicateurs macroéconomiques du Burkina Faso se présentent comme suit :

Tableau 2 Evolution de quelques indicateurs macroéconomiques du Burkina Faso

| INDICATEURS | Réalisations 2019 (%) | Estimations 2020 (%) | Projections 2021 (%) |
|--|--------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Solde global base engagement, dons compris, sur le PIB nominal | -3,6 | -4,8 | -5,7 |
| Taux d'inflation annuel moyen | -3,2 | 1,4 | 1,9 |
| Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal | 48,2 | 52,3 | 52,5 |
| Ratio masse salariale sur recettes fiscales | 59,3 | 61,1 | 56,2 |
| Taux de pression fiscale | 17,3 | 16,5 | 18,2 |

Source : DGEF/MINEFID, cadrage d'août 2020

L'évolution des indicateurs macroéconomiques montre que seuls le ratio masse salariale sur recettes fiscales et le taux de pression fiscale connaîtraient une amélioration en 2021 par rapport à leur niveau de 2020.



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

04

**INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS
AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Cette partie présente les inscriptions spécifiques pour l'année 2021, certains indicateurs clés et quelques réalisations au titre de l'année 2019 et au 30 septembre de l'année 2020 dans certains secteurs prioritaires à savoir :

- i. la sécurité et la défense,
- ii. la santé,
- iii. l'éducation nationale et l'alphabétisation,
- iv. l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et l'innovation,
- v. l'eau potable et l'assainissement,
- vi. l'agriculture et les aménagements hydro agricoles,
- vii. les infrastructures et
- viii. l'emploi et la formation professionnelle.

Tableau 3 Evolution des dotations budgétaires des secteurs prioritaires (y compris les transferts de ressources aux collectivités)

| SECTEURS PRIORITAIRES | DOTATIONS (EN FCFA) | | | VARIATION (2021-LFR2020) | |
|--|---------------------|-----------------|-----------------|--------------------------|------------|
| | 2020 (LFI) | 2020 (LFR) | 2021 | Montant (en FCFA) | Taux (en%) |
| Sécurité et défense | 344 203 113 000 | 355 599 741 000 | 398 014 653 000 | 42 414 912 000 | 10,66 |
| Santé | 349 743 739 000 | 318 517 984 000 | 305 344 960 000 | -13 173 024 000 | -4,31 |
| Education nationale et alphabétisation | 513 408 212 000 | 469 802 989 000 | 523 947 376 000 | 54 144 387 000 | 10,33 |
| Enseignement supérieur, recherche scientifique et innovation | 100 771 927 000 | 96 864 169 000 | 100 218 322 000 | 3 354 153 000 | 3,35 |
| Eau potable et assainissement | 56 933 179 000 | 46 737 075 000 | 58 021 767 000 | 11 284 692 000 | 19,45 |
| Agriculture et aménagements hydro agricoles | 113 913 879 000 | 107 611 348 000 | 130 350 390 000 | 22 739 042 000 | 17,44 |
| Infrastructures | 121 803 989 000 | 112 660 971 000 | 130 727 362 000 | 18 066 391 000 | 13,82 |
| Emploi et formation professionnelle | 14 220 182 000 | 15 518 366 000 | 16 321 236 000 | 802 870 000 | 4,92 |

Source : DGB/MINEFID, octobre 2020

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

04

Avant d'aborder les secteurs prioritaires, cette partie fait ressortir l'incidence financière des mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la maladie à Corona virus (Covid-19) apparue en début mars 2020 au Burkina Faso.

Tableau 4 Mesures prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19

| Intitulés | Montant LFR 2020 (FCFA) | Montant 2021 (FCFA) |
|--|----------------------------|------------------------|
| I- MESURES SOCIALES | 46 745 674 450 | 21 995 058 000 |
| Prise en charge des tranches sociales des factures de l'ONEA | 3 500 000 000 | 1 690 000 000 |
| Prise en charge des tranches sociales des factures de la SONABEL et des COPELS | 10 000 000 000 | 4 219 306 000 |
| Distribution d'intrants agricoles et d'aliments pour bétail | 21 864 174 450 | 6 355 752 000 |
| Distribution de matériels et d'équipements agricoles | 511 500 000 | |
| Distribution gratuite de vivres, de kits d'hygiène et de dignité | 10 000 000 000 | 4 730 000 000 |
| Prise en charge des équipes de distribution et prise en charge psychosociale | 170 000 000 | |
| Réduction de 50% du coût des kits solaires pour les ménages vulnérables | 700 000 000 | 5 000 000 000 |
| II- PLAN DE RIPOSTE | 46 798 431 160 | 0 |
| Prise en charge des cas positifs à la Covid-19 | 10 000 000 000 | |
| Prévention et contrôle des infections | 10 000 000 000 | |
| Logistique | 13 625 330 360 | |
| Equiperment des laboratoires | 5 000 000 000 | |
| Coordination de la lutte contre la COVID-19 | 2 100 000 000 | |
| Activités de surveillance dans le cadre de la COVID-19 | 500 000 000 | |
| Communication sur la COVID-19 | 500 000 000 | 0 |
| Prise en charge des équipes d'intervention rapide | 46 946 000 | |
| Equiperment et fonctionnement des points d'entrée (frontières terrestres et aériennes) | 10 800 000 | |
| Prise en charge de la sécurité | 15 354 800 | |
| Recherche sur les maladies infectieuses et production de médicaments | 5 000 000 000 | |

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

| III-FONDS DE RELANCE ECONOMIQUE DES ENTREPRISES EN DIFFICULTES | 78 250 000 000 | 30 000 000 000 |
|--|------------------------|-----------------------|
| Fonds burkinabé de développement économique et social (FBDES) | 25 000 000 000 | |
| Fonds d'appui au secteur informel (FASI) | 2 500 000 000 | |
| Fonds d'appui à la promotion de l'emploi (FAPE) | 2 500 000 000 | |
| Plan de relance des entreprises en difficultés (PRED) | 35 000 000 000 | 30 000 000 000 |
| Fonds national de la finance inclusive (FONAFI) | 5 000 000 000 | |
| Règlement de la dette intérieure due aux secteurs de l'hôtellerie, du tourisme, des arts et de la presse | 2 000 000 000 | |
| Soutien aux acteurs de la culture | 1 250 000 000 | |
| Fonds de solidarité aux acteurs du secteur informel/Femmes | 5 000 000 000 | |
| TOTAL GENERAL | 171 794 105 610 | 51 995 058 000 |

Source : DGEF/MINEFID, octobre 2020

STOP COVID-19



Port des masques



Lavage régulier des mains
avec une solution hydroalcoolique



Respect de la
distanciation sociale





N° VERT 3535
Appel Gratuit

Pour éviter la propagation du Coronavirus (COVID-19)
ADOPTONS LES GESTES BARRIERES

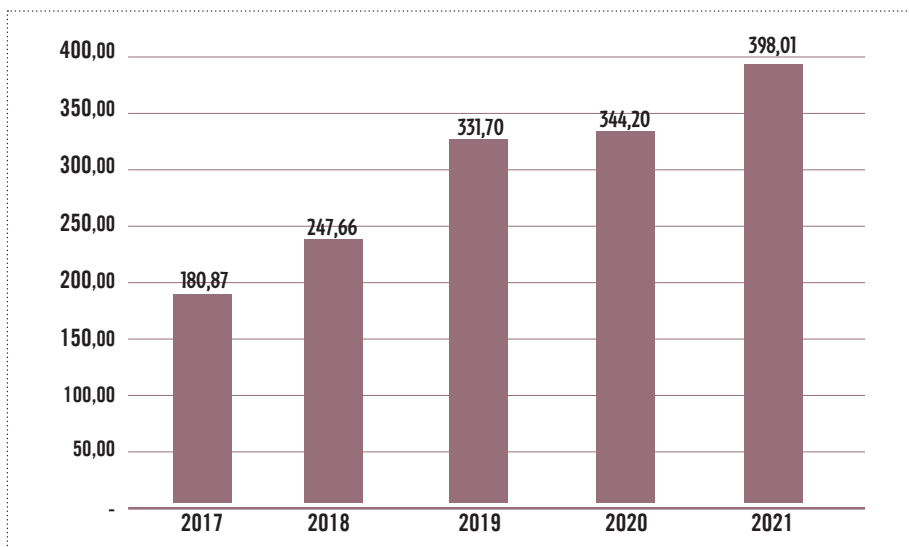
SECURITE ET DEFENSE



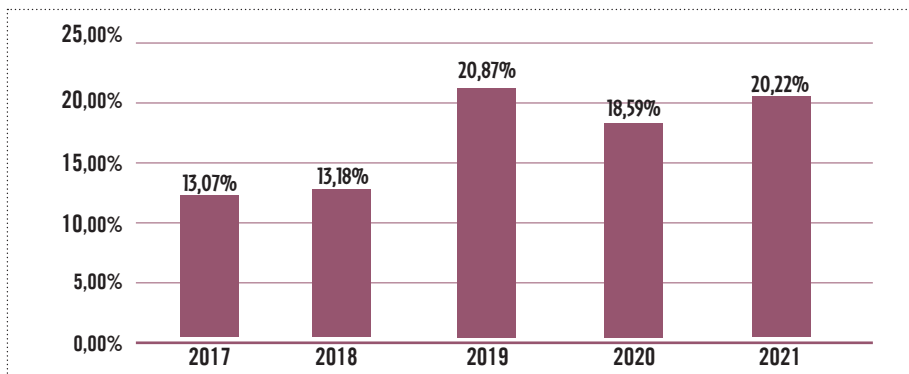
04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Un montant de **398,01 milliards FCFA** est consacré en 2021 aux domaines de la défense et de la sécurité pour faire face à la persistance des attaques terroristes. Ce montant est en hausse de **15,63%** par rapport aux dotations initiales de l'exercice budgétaire 2020.

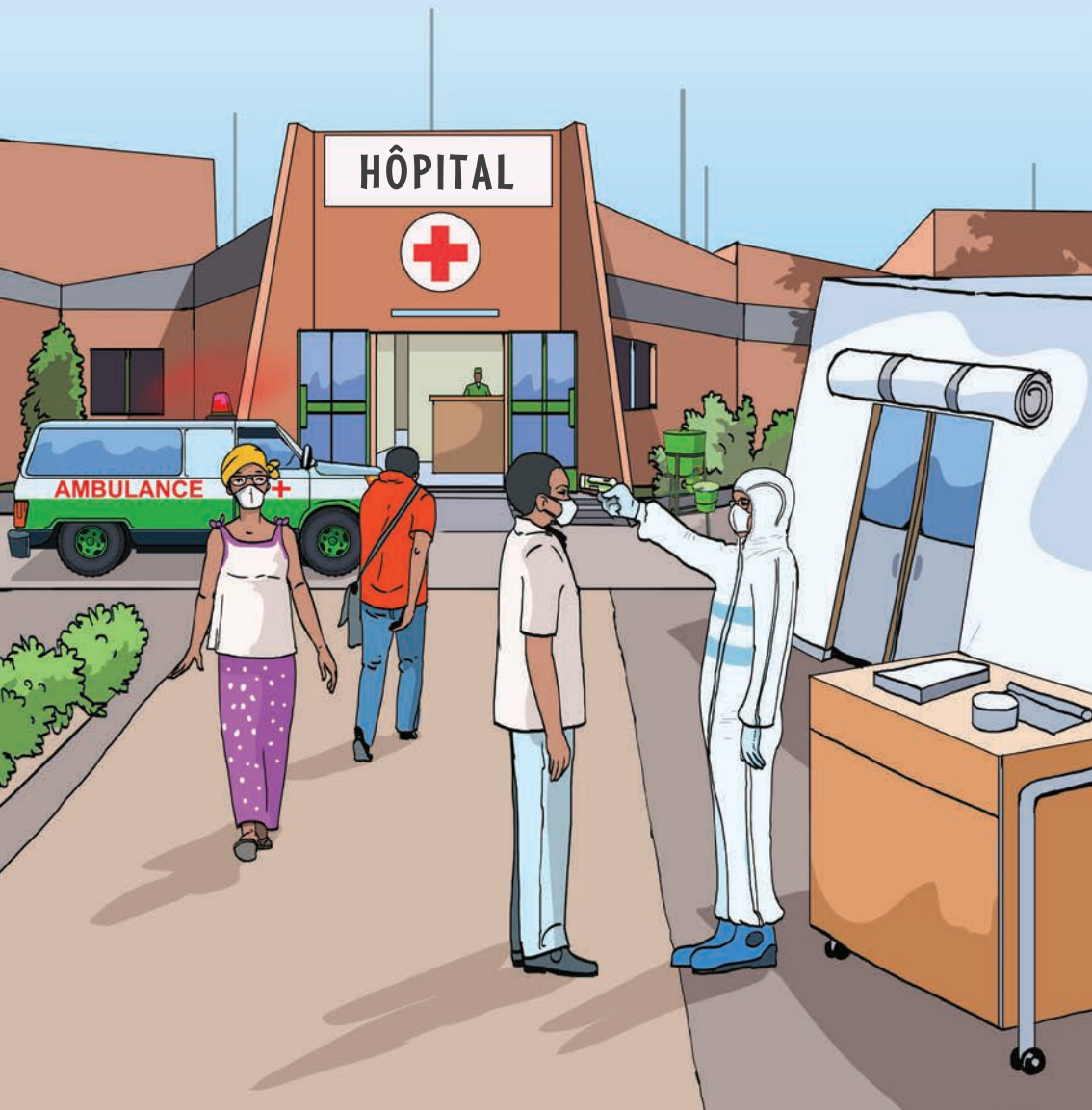
**Evolution des dotations budgétaires liées à la sécurité et défense
entre 2017 et 2021 (en milliards FCFA)**



**Evolution de la part du budget de l'Etat allouée à la sécurité et défense
entre 2017 et 2021**



SANTE



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

INDICATEURS

Tableau 5 Évolution de quelques indicateurs clés

| N° | INDICATEURS | Réalizations | | Prévisions | |
|----|--|--------------|--------|------------|--------|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| 1 | Pourcentage de la population vivant à moins de 5 km d'une formation sanitaire (FS) | 59,20 | ND | 65,00 | 65,00 |
| 2 | Ratio population/médecin | 14 404 | 11 095 | 12 500 | 13 200 |
| 3 | Pourcentage des formations sanitaires répondant aux normes minimales en personnel | 84,80 | 87,00 | ND | 93,00 |
| 4 | Pourcentage des formations sanitaires répondant aux normes en infrastructures | 90,00 | 78,60 | 100,00 | 100,00 |
| 5 | Rayon moyen d'action théorique (en Km) | 6,50 | 5,80 | 5,00 | 5,60 |

Source : DGESS/MS, octobre 2020

Réalisation 2019 et 2020 (au 30 septembre) et prévisions 2021

Tableau 6 Réalisations physiques (nombre) des dispensaires par région en 2019 et 2020

| Régions | Réalizations 2019 | Prévisions | 2020 | |
|-------------------|-------------------|------------|--|------|
| | | | Réalizations au 30 septembre | |
| | | | Avancement des travaux | Taux |
| Boucle du Mouhoun | 4 | 2 | Non démarrés | 0% |
| Centre | 0 | 1 | Non démarré | 0% |
| Centre-Est | 2 | 4 | Informations non disponibles | - |
| Centre-Nord | 2 | 2 | Marchés en cours de passation | 0% |
| Centre-Ouest | 0 | 2 | 1 achevé (100%) et 1 en cours (40%) | 70% |
| Centre-Sud | 0 | 1 | En cours | 20% |
| Est | 2 | 1 | Marché attribué | 0% |
| Hauts-Bassins | 1 | 6 | 1 en cours (80%) et informations non disponibles pour les 5 autres | - |
| Nord | 4 | 1 | En cours | 20% |
| Plateau Central | 1 | 1 | Marché attribué | 0% |
| Sahel | 5 | 1 | Marché attribué | 0% |
| Sud-Ouest | 1 | 1 | En cours | - |
| Total | 22 | 23 | - | - |

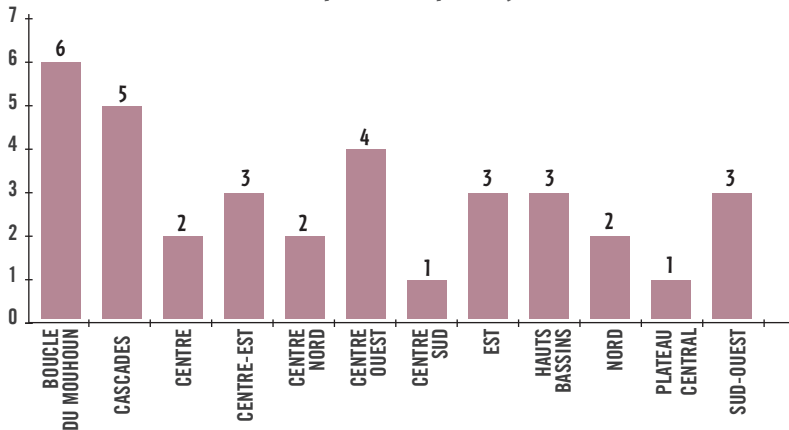
Source : DGESS/MS, octobre 2020

Tableau 7 Prévisions des dispensaires par région en 2021

| Régions | Prévisions 2021 | |
|-------------------|-----------------|----------------------|
| | Nombre | Coût total (en FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 6 | 147 944 349 |
| Cascades | 5 | 123 286 958 |
| Centre | 2 | 49 314 783 |
| Centre-Est | 3 | 73 972 175 |
| Centre-Nord | 2 | 49 314 783 |
| Centre-Ouest | 4 | 98 629 566 |
| Centre-Sud | 1 | 24 657 392 |
| Est | 3 | 73 972 175 |
| Hauts-Bassins | 3 | 73 972 175 |
| Nord | 2 | 49 314 783 |
| Plateau Central | 1 | 24 657 392 |
| Sud-Ouest | 3 | 73 972 175 |
| Total | 35 | 863 008 706 |

Source : DGESS/MS, octobre 2020

Prévisions des dispensaires par région en 2021



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Tableau 8 Réalisations physiques (nombre) des Dépôts de Médicaments Essentiels Génériques (DMEG) par région en 2019 et 2020

| Régions | Réalizations 2019 | Prévisions | 2020 | |
|-------------------|-------------------|------------|--|----------|
| | | | Réalizations au 30 septembre | |
| | | | Avancement des travaux | Taux |
| Boucle du Mouhoun | 3 | 4 | 1 achevé (100%), 1 non construit et informations non disponibles pour les 2 autres | - |
| Cascades | 0 | 1 | Marché en cours de passation | 0% |
| Centre-Est | 0 | 2 | Marchés en cours de passation | 0% |
| Centre-Nord | 0 | 2 | Marchés en cours de passation | 0% |
| Centre-Ouest | 2 | 2 | 1 achevé (100%) et 1 en cours | 50% |
| Centre-Sud | 5 | 2 | 1 en cours (20%) et 1 non attribué | 10% |
| Est | 1 | 1 | Marché attribué | 0% |
| Hauts-Bassins | 3 | 6 | 1 en cours (2%), 1 marché attribué et informations non disponibles pour les 4 autres | - |
| Nord | 0 | 6 | Informations non disponibles | - |
| Plateau Central | 2 | 1 | Marché non attribué | 0% |
| Sahel | 2 | 2 | Marchés attribués | 0% |
| Sud-Ouest | 0 | 1 | Marché non attribué | 0% |
| Total | 18 | 30 | - | - |

Source : DGESS/MS, octobre 2020

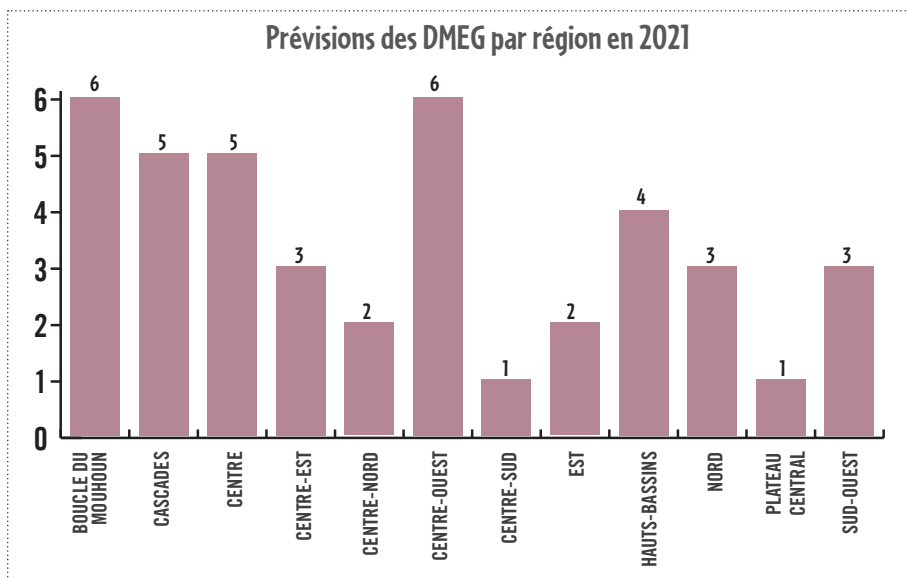
INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

04

Tableau 9 Prévisions des dépôts MEG par région en 2021

| Régions | Prévisions 2021 | |
|-------------------|-----------------|----------------------|
| | Nombre | Coût total (en FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 6 | 45 942 679 |
| Cascades | 5 | 38 285 566 |
| Centre | 5 | 38 285 566 |
| Centre-Est | 3 | 22 971 339 |
| Centre-Nord | 2 | 15 314 226 |
| Centre-Ouest | 6 | 45 942 679 |
| Centre-Sud | 1 | 7 657 113 |
| Est | 2 | 15 314 226 |
| Hauts-Bassins | 4 | 30 628 453 |
| Nord | 3 | 22 971 339 |
| Plateau Central | 1 | 7 657 113 |
| Sud-Ouest | 3 | 22 971 339 |
| Total | 41 | 313 941 639 |

Source : DGESS/MS, octobre 2020



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Tableau 10 Réalisations physiques (nombre) de maternités par région en 2019 et 2020

| Régions | Réalisations 2019 | 2020 | | |
|-------------------|-------------------|------------|---|--------|
| | | Prévisions | Réalisations au 30 septembre | |
| | | | Avancement des travaux | Taux |
| Boucle du Mouhoun | 3 | 6 | 1 en cours, 1 non attribué, 1 non démarré et informations non disponibles pour les 3 autres | - |
| Cascades | 1 | 1 | Marché en cours d'attribution | 0% |
| Centre | 1 | 2 | 1 en cours d'attribution et 1 non démarré | 0% |
| Centre-Est | 3 | 2 | Marchés en cours d'attribution | 0% |
| Centre-Nord | 0 | 6 | Informations non disponibles | - |
| Centre-Ouest | 6 | 5 | 1 achevé (100%), 2 en cours (40% et 2%), 1 non attribué et informations non disponibles pour le dernier | - |
| Centre-Sud | 2 | 4 | 1 achevé (100%), 2 en cours (90% et 20%) et 1 non attribué | 52,50% |
| Est | 8 | 3 | 2 en cours (20% et 80%) et 1 non démarré | 33,33% |
| Hauts-Bassins | 2 | 7 | 2 en cours (80% et 2%) et informations non disponibles pour les 5 autres | - |
| Nord | 4 | 7 | 1 en cours (20%) et informations non disponibles pour les 6 autres | - |
| Plateau Central | 4 | 5 | 3 en cours (80% , 60% et 85%), 1 non démarré et 1 non attribué | 45,00% |
| Sahel | 6 | 4 | Marchés attribués | 0% |
| Sud-Ouest | 6 | 4 | Informations non disponibles | - |
| Total | 46 | 56 | - | - |

Source : DGESS/MS, octobre 2020

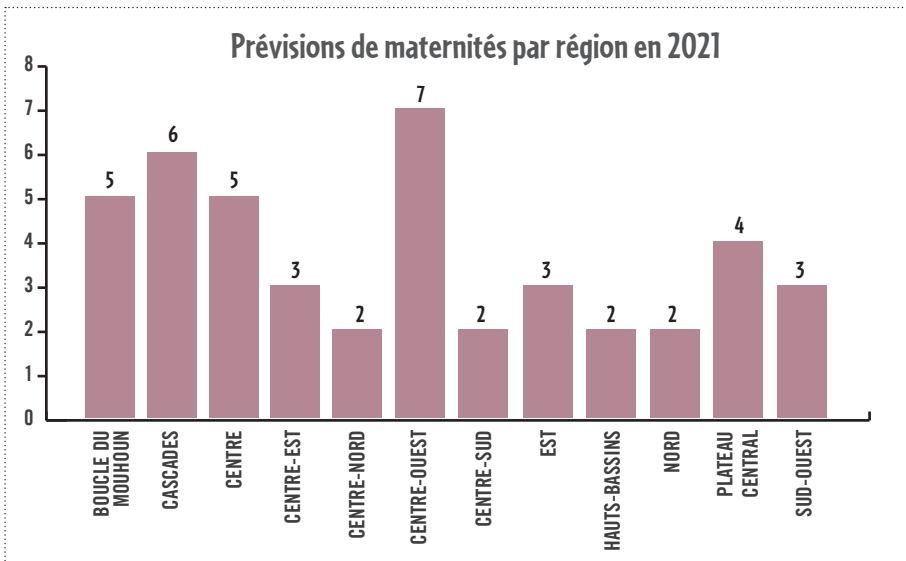
INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

04

Tableau 11 Prévisions de maternités par région en 2021

| Régions | Prévisions 2021 | |
|-------------------|-----------------|----------------------|
| | Nombre | Coût total (en FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 5 | 131 649 717 |
| Cascades | 6 | 157 979 660 |
| Centre | 5 | 131 649 717 |
| Centre-Est | 3 | 78 989 830 |
| Centre-Nord | 2 | 52 659 887 |
| Centre-Ouest | 7 | 184 309 603 |
| Centre-Sud | 2 | 52 659 887 |
| Est | 3 | 78 989 830 |
| Hauts-Bassins | 2 | 52 659 887 |
| Nord | 2 | 52 659 887 |
| Plateau Central | 4 | 105 319 773 |
| Sud-Ouest | 3 | 78 989 830 |
| Total | 44 | 1 158 517 508 |

Source : DGESS/MS, octobre 2020



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Tableau 12 Etat d'exécution financière des mesures de gratuité globale (mères, enfants et planification familiale) par région en 2019 et 2020 (en FCFA)

| Régions | Réalizations 2019 (en FCFA) | 2020 (en FCFA) | |
|-------------------|--------------------------------|-----------------------|---------------------------------|
| | | Prévisions | Réalizations au 30 septembre |
| Boucle du Mouhoun | 1 826 775 430 | 2 470 391 360 | 1 192 824 640 |
| Cascades | 1 672 750 557 | 2 262 099 903 | 1 137 690 630 |
| Centre | 5 724 900 822 | 7 741 917 969 | 3 586 394 349 |
| Centre-Est | 2 627 850 391 | 3 553 703 862 | 1 657 242 127 |
| Centre-Nord | 2 240 200 021 | 3 029 475 153 | 1 603 766 740 |
| Centre-Ouest | 2 099 876 089 | 2 839 711 802 | 1 425 495 956 |
| Centre-Sud | 813 950 948 | 1 100 725 002 | 551 331 573 |
| Est | 2 651 604 811 | 3 585 827 523 | 1 783 558 281 |
| Hauts-Bassins | 3 760 377 112 | 5 085 246 372 | 2 467 088 038 |
| Nord | 1 934 756 029 | 2 616 416 063 | 1 503 111 648 |
| Plateau Central | 1 452 675 530 | 1 964 487 271 | 881 446 959 |
| Sahel | 1 291 507 796 | 1 746 536 355 | 614 818 760 |
| Sud-Ouest | 2 144 078 037 | 2 899 487 134 | 1 353 207 524 |
| Total | 30 241 303 573 | 40 896 025 771 | 19 757 977 225 |

Source : DGESS/MS, octobre 2020

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

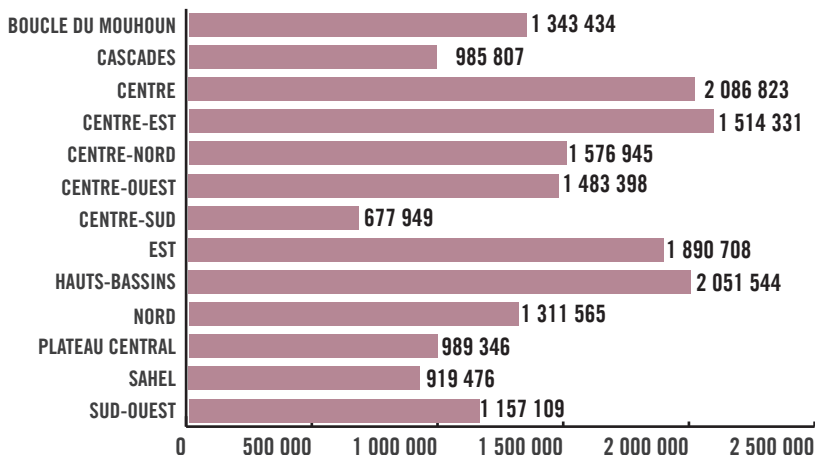
04

Tableau 13 Prévisions des mesures de gratuité globale (mères, enfants et planification familiale) par région en 2021

| Régions | Prévisions 2021 | |
|-------------------|-------------------------|-----------------------|
| | Nombre d'actes médicaux | Coût (en FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 1 343 434 | 2 009 452 973 |
| Cascades | 985 807 | 1 840 025 613 |
| Centre | 2 086 823 | 6 297 390 904 |
| Centre-Est | 1 514 331 | 2 890 635 430 |
| Centre-Nord | 1 576 945 | 2 464 220 023 |
| Centre-Ouest | 1 483 398 | 2 309 863 698 |
| Centre-Sud | 677 949 | 895 346 043 |
| Est | 1 890 708 | 2 916 765 292 |
| Hauts-Bassins | 2 051 544 | 4 136 414 823 |
| Nord | 1 311 565 | 2 128 231 632 |
| Plateau Central | 989 346 | 1 597 943 083 |
| Sahel | 919 476 | 1 420 658 576 |
| Sud-Ouest | 1 157 109 | 2 358 485 840 |
| Total | 17 988 435 | 33 265 433 930 |

Source : DGESS/MS, octobre 2020

Prévisions des mesures de gratuité globale (mère et enfants) par région en 2021



EDUCATION NATIONALE ET ALPHABETISATION



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

INDICATEURS

Tableau 14 Évolution de quelques indicateurs clés

| N° | INDICATEURS | Réalizations | | Prévisions | |
|----|--|--------------|-------|------------|-------|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| 1 | Taux brut de scolarisation au primaire (en %) | 90,70 | 88,80 | 90,16 | 91,33 |
| 2 | Ratio élèves/classe au primaire | 48,50 | 49,00 | 49,60 | 50,00 |
| 3 | Nombre de salles de classe sous paillote au primaire résorbées | 348 | 750 | 270 | 150 |
| 4 | Taux brut de scolarisation au post-primaire (en %) | 52,70 | 50,50 | 52,00 | 53,20 |

Source : DGESS/MENAPLN, octobre 2020

Réalisation 2019 et 2020 (au 30 septembre) et prévisions 2021

Tableau 15 Nombre d'élèves bénéficiaires de fournitures scolaires par région en 2019 et 2020

| Régions | Réalizations 2019 | 2020 | |
|-------------------|-------------------|------------------|------------------------------|
| | | Prévisions | Réalizations au 30 septembre |
| Boucle du Mouhoun | 320 242 | 337 712 | 337 712 |
| Cascades | 127 143 | 134 077 | 134 077 |
| Centre | 465 129 | 466 627 | 466 627 |
| Centre-Est | 280 193 | 295 468 | 295 468 |
| Centre-Nord | 275 676 | 290 700 | 290 700 |
| Centre-Ouest | 327 680 | 345 906 | 345 906 |
| Centre-Sud | 161 756 | 170 574 | 170 574 |
| Est | 224 102 | 236 319 | 236 319 |
| Hauts-Bassins | 388 061 | 397 807 | 397 807 |
| Nord | 352 447 | 371 649 | 371 649 |
| Plateau Central | 187 043 | 197 235 | 197 235 |
| Sahel | 140 220 | 147 141 | 147 141 |
| Sud-Ouest | 131 307 | 138 477 | 138 477 |
| Total | 3 380 999 | 3 529 692 | 3 529 692 |

Source : DGESS/MENAPLN, octobre 2020

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

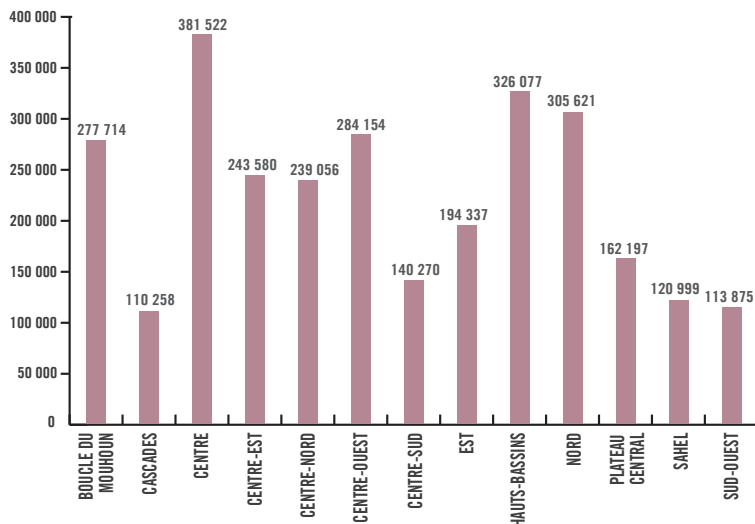
04

Tableau 16 Prévisions de dotations en fournitures scolaires par région en 2021

| Régions | Prévisions 2021 | |
|-------------------|--------------------|----------------------|
| | Effectifs d'élèves | Coût (en FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 277 714 | 645 685 980 |
| Cascades | 110 258 | 256 348 920 |
| Centre | 381 522 | 887 039 580 |
| Centre-Est | 243 580 | 566 323 500 |
| Centre-Nord | 239 056 | 555 805 200 |
| Centre-Ouest | 284 154 | 660 658 980 |
| Centre-Sud | 140 270 | 326 128 680 |
| Est | 194 337 | 451 833 060 |
| Hauts-Bassins | 326 077 | 758 128 560 |
| Nord | 305 621 | 710 568 360 |
| Plateau Central | 162 197 | 377 107 560 |
| Sahel | 120 999 | 281 323 140 |
| Sud-Ouest | 113 875 | 264 759 840 |
| Total | 2 899 660 | 6 741 711 360 |

Source : DGESS/MENAPLN, octobre 2020

Prévisions de dotations en fournitures scolaires par région en 2021



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Tableau 17 Nombre d'élèves bénéficiaires de vivres (cantines scolaires)
par région en 2019 et 2020

| Régions | Réalizations 2019 | 2020 | |
|-------------------|-------------------|------------------|------------------------------|
| | | Prévisions | Réalizations au 30 septembre |
| Boucle du Mouhoun | 323 204 | 337 712 | 337 712 |
| Cascades | 128 929 | 134 077 | 134 077 |
| Centre | 508 202 | 466 627 | 466 627 |
| Centre-Est | 285 907 | 295 468 | 295 468 |
| Centre-Nord | 282 380 | 290 700 | 290 700 |
| Centre-Ouest | 331 372 | 345 906 | 345 906 |
| Centre-Sud | 163 226 | 170 574 | 170 574 |
| Est | 226 242 | 236 319 | 236 319 |
| Hauts-Bassins | 395 990 | 397 807 | 397 807 |
| Nord | 355 622 | 371 649 | 371 649 |
| Plateau Central | 190 569 | 197 235 | 197 235 |
| Sahel | 44 353 | 147 141 | 147 141 |
| Sud-Ouest | 132 941 | 138 477 | 138 477 |
| Total | 3 368 937 | 3 529 692 | 3 529 692 |

Source : DGESS/MENAPLN, octobre 2020

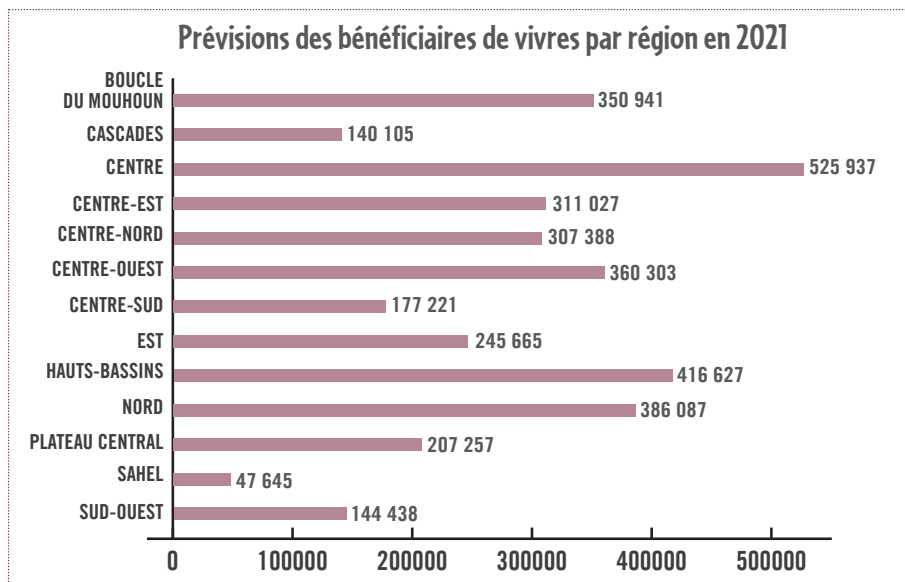
INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

04

Tableau 18 Prévisions des vivres (cantines scolaires) par région en 2021

| Régions | Prévisions 2021 | |
|-------------------|-------------------------------|-----------------------|
| | Nombre d'élèves bénéficiaires | Coût (en FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 350 941 | 1 830 859 197 |
| Cascades | 140 105 | 730 927 785 |
| Centre | 525 937 | 2 743 813 329 |
| Centre-Est | 311 027 | 1 622 627 859 |
| Centre-Nord | 307 388 | 1 603 643 196 |
| Centre-Ouest | 360 303 | 1 879 700 751 |
| Centre-Sud | 177 221 | 924 561 957 |
| Est | 245 665 | 1 281 634 305 |
| Hauts-Bassins | 416 627 | 2 173 543 059 |
| Nord | 386 087 | 2 014 215 879 |
| Plateau Central | 207 257 | 1 081 259 769 |
| Sahel | 47 645 | 248 563 965 |
| Sud-Ouest | 144 438 | 753 533 046 |
| Total | 3 620 641 | 18 888 884 097 |

Source : DGESS/MENAPLN, octobre 2020



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Tableau 19 Réalisations physiques (nombre) de Collèges d'Enseignement Général (CEG) par région en 2019 et 2020

| Régions | Réalisations 2019 | 2020 | | |
|-------------------|-------------------|------------|--|----------|
| | | Prévisions | Réalisations au 30 septembre | |
| | | | Avancement des travaux | Taux |
| Boucle du Mouhoun | 1 | 2 | Non démarré | 0% |
| Cascades | - | 2 | Non démarré | 0% |
| Centre | 2 | - | - | - |
| Centre-Est | 1 | 1 | Non démarré | 0% |
| Centre-Nord | 1 | 2 | En cours (pose de la toiture) | - |
| Centre-Ouest | 3 | 2 | 1 en cours (chainage) et 1 non démarré | - |
| Centre-Sud | - | 1 | En cours (pose de la toiture) | - |
| Est | - | 2 | Non démarré | 0% |
| Hauts-Bassins | - | 3 | Non démarré | 0% |
| Nord | - | 3 | 1 en cours (fondation) et 2 non démarrés | - |
| Plateau Central | 1 | 4 | En cours (pente) | - |
| Sahel | - | 1 | Non démarré | 0% |
| Sud-Ouest | - | 2 | Non démarré | 0% |
| Total | 9 | 25 | - | - |

Source : DGESS/MENAPLN, octobre 2020

Tableau 20 Prévisions de CEG par région en 2021

| Régions | Prévisions 2021 | |
|-------------------|-----------------|----------------------|
| | Nombre | Coût (en FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 4 | 240 000 000 |
| Cascades | 1 | 60 000 000 |
| Centre-Est | 1 | 60 000 000 |
| Centre-Nord | 2 | 120 000 000 |
| Centre-Ouest | 2 | 120 000 000 |
| Centre-Sud | 2 | 120 000 000 |
| Hauts-Bassins | 1 | 60 000 000 |
| Nord | 4 | 240 000 000 |
| Plateau Central | 1 | 60 000 000 |
| Sahel | 2 | 120 000 000 |
| Sud-Ouest | 2 | 120 000 000 |
| Total | 22 | 1 320 000 000 |

Source : DGESS/MENAPLN, octobre 2020

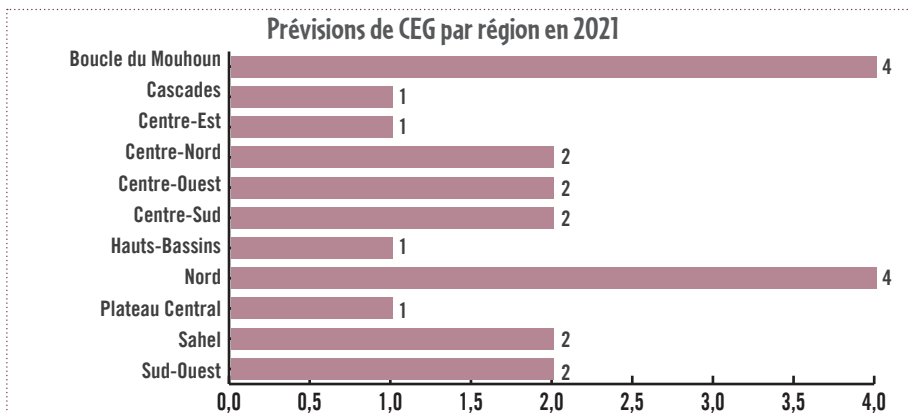


Tableau 21 Réalisations physiques (nombre) de blocs de 3 salles de classe par région en 2019 et 2020

| Régions | Réalisations 2019 | 2020 | | |
|-------------------|-------------------|------------|--|-------|
| | | Prévisions | Réalisations au 30 septembre | |
| | | | Avancement des travaux | Taux |
| Boucle du Mouhoun | 39 | 15 | 1 achevé (100%) et 14 non démarrés | 6,67% |
| Cascades | 14 | 4 | 3 en cours (fondation) et 1 non démarré | - |
| Centre | 4 | 2 | Non démarrés | 0% |
| Centre-Est | | 11 | 2 en cours (fondation et pente) et 9 non démarrés | - |
| Centre-Nord | 7 | 9 | 2 en cours (fondation et toiture) et 7 non démarrés | - |
| Centre-Ouest | 1 | 13 | 2 en cours (fondation et pente) et 11 non démarrés | - |
| Centre-Sud | 1 | 8 | 3 en cours (fondation, pente et toiture) et 5 non démarrés | - |
| Est | 10 | 9 | 1 en cours (fondation) et 8 non démarrés | - |
| Hauts-Bassins | 32 | 7 | 5 en cours (fondation, chaînage et toiture) et 2 non démarrés | - |
| Nord | 38 | 10 | 3 en cours (fondation et toiture) et 7 non démarrés | - |
| Plateau Central | 29 | 4 | 1 en cours (fondation) et 3 non démarrés | - |
| Sahel | 15 | 8 | 2 achevés (100%) et 6 non démarrés | 25% |
| Sud-Ouest | 21 | 11 | 1 achevé (100%), 3 en cours (fondation et toiture) et 7 non démarrés | 9,09% |
| Total | 211 | 111 | - | - |

Source : DGESS/MENAPL N, octobre 2020

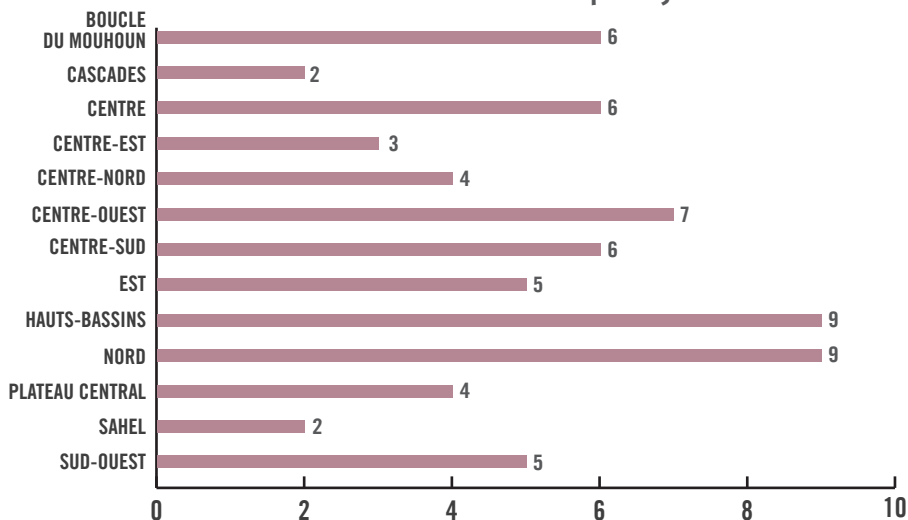
04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Tableau 22 Prévisions de blocs de 3 salles de classe par région en 2021

| Régions | Prévisions 2021 | |
|-------------------|-----------------|----------------------|
| | Nombre | Coût (en FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 6 | 300 000 000 |
| Cascades | 2 | 100 000 000 |
| Centre | 6 | 300 000 000 |
| Centre-Est | 3 | 150 000 000 |
| Centre-Nord | 4 | 200 000 000 |
| Centre-Ouest | 7 | 350 000 000 |
| Centre-Sud | 6 | 300 000 000 |
| Est | 5 | 250 000 000 |
| Hauts-Bassins | 9 | 450 000 000 |
| Nord | 9 | 450 000 000 |
| Plateau Central | 4 | 200 000 000 |
| Sahel | 2 | 100 000 000 |
| Sud-Ouest | 5 | 250 000 000 |
| Total | 68 | 3 400 000 000 |

Source : DGESS/MENAPLN, octobre 2020

Prévisions de blocs de 3 salles de classe par région en 2021



ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

INDICATEURS

Tableau 23 Évolution de quelques indicateurs clés

| N° | INDICATEURS | Réalizations | | Prévisions | |
|----|---|--------------|--------|------------|--------|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| 1 | Ratio enseignant/étudiants | 1/77 | 1/79 | 1/79 | 1/77 |
| 2 | Nombre de diplômés du supérieur | 10 392 | 13 832 | 13 409 | 12 998 |
| 3 | Proportion des étudiants bénéficiaires de bourses (en %) | 5,60 | 5,80 | 5,90 | 5,90 |
| 4 | Proportion d'étudiants bénéficiaires des allocations d'aides ou de prêts (en %) | 85,10 | 63,00 | 64,50 | 65,90 |

Source : DGESS/MESRSI, octobre 2020

Réalisation 2019 et 2020 (au 30 septembre) et prévisions 2021

Tableau 24 Réalisations physiques (nombre) des infrastructures universitaires en 2020

| RÉGIONS | Infrastructures | Prévisions | Réalizations au 30 septembre | |
|---------|---|------------|---|---------------|
| | | | Avancement des travaux | Taux |
| Centre | Poursuite des travaux de construction du siège de l'université virtuelle | 1 | En cours | 58,00% |
| | Poursuite des travaux de construction d'un espace numérique ouvert à Ouagadougou | 1 | Gros œuvres achevés | 100,00% |
| | Poursuite des travaux de construction d'un bâtiment pédagogique en R+2 contenant 3 amphithéâtres de 500 places chacun à l'Institut des sciences (IDS) Ouaga | 1 | Les travaux de pose de carreaux, de finition et de préparation de peinture en cours | 80,00% |
| | Achèvement de la construction d'un amphithéâtre jumelé de 750 places à l'Université Thomas SANKARA (UTS) | 1 | Gros œuvres achevés | 100,00% |
| | Poursuite des travaux de construction des deux amphithéâtres de 1500 et 1000 places à l'UTS | 1 | En cours | 80,00% |
| | Achèvement de la voirie interne de l'UTS | 1 | L'aménagement de la voirie est en cours d'achèvement | 90,00% |
| | Total | 6 | | 84,67% |

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

04

| | | | | |
|----------------------|--|-----------|---|---------------|
| Centre-Est | Construction et équipement d'un bâtiment pédagogique en R+2 au Centre universitaire polyvalent (CUP) de Tenkodogo | 1 | Activité en cours de réalisation | 52,00% |
| | Total | 1 | | 52,00% |
| Centre-Ouest | Achèvement de l'amphi de 750 places à l'Université Norbert ZONGO (UNZ) | 1 | Les gros œuvres de l'amphi de 750 places achevés | 100,00% |
| | Construction de deux amphis de 500 et 300 places à l'UNZ | 2 | Le contrat approuvé pour les amphis de 500 et 300 places | 25,00% |
| | Poursuite des travaux de construction de l'espace numérique ouvert à Koudougou | 1 | Gros œuvres achevés | 100,00% |
| | Total | 4 | | 75,00% |
| Est | Réalisation de parking (Auto-Cycles) à l'Université de Fada N'Gourma | 1 | Les marchés ont été approuvés (3 lots) : les travaux du 1er lot ont démarré | 65,00% |
| | Construction de toilettes extérieures à l'Université de Fada N'Gourma | 1 | Travaux non réalisés | 0,00% |
| | Total | 2 | | 32,50% |
| Hauts-Bassins | Poursuite des travaux de construction d'un bâtiment R+ 2 à usage de salle de cours et de travaux dirigés (TD) à l'Université Nazi BONI (UNB) | 1 | En cours | 92,00% |
| | Poursuite des travaux de construction et d'équipement de l'espace numérique ouvert de Bobo Dioulasso | 1 | Gros œuvres achevés | 100,00% |
| | Total | 2 | | 96,00% |
| Nord | Poursuite des travaux de construction d'un bâtiment administratif au CUP de Ouahigouya | 1 | Bâtiment achevé | 100,00% |
| | Bornage du site de 200 Ha de Ouahigouya | 1 | En cours | 50,00% |
| | Equipement de la villa des hôtes | 1 | Activité non réalisée | 0,00% |
| | Total | 3 | | 50,00% |
| Sahel | Démarrage des travaux de construction d'un bâtiment pédagogique R+2 au CUP de Dori | 1 | Non démarrés | 0,00% |
| | Bornage du site du CUP de Dori | 1 | En cours | 50,00% |
| | Total | 2 | | 25,00% |
| Sud-Ouest | Construction d'un bâtiment pédagogique en R+2 | 1 | En cours | 27,00% |
| | Total | 1 | | 27,00% |
| TOTAL GENERAL | | 21 | - | - |

Source : DGESS/MESRSI, octobre 2020

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Tableau 25 Prévisions d'infrastructures universitaires en 2021

| RÉGIONS | Infrastructures | Commune | N | Coût (en FCFA) |
|--------------------------|--|----------------|----------|----------------------|
| Boucle du Mouhoun | Construction d'un espace numérique ouvert à Dédougou | Dédougou | 1 | 665 782 333 |
| | Total | | 1 | 665 782 333 |
| Centre | Poursuite des travaux de construction du siège de l'université virtuelle | Ouagadougou | 1 | 1 500 000 000 |
| | Construction d'un espace numérique ouvert à Ouagadougou (Tampouy) | | 1 | 665 782 333 |
| | Achèvement de la construction d'un bâtiment R+2 comprenant trois amphithéâtres de 500 places chacun à l'IDS Ouaga | | 1 | 500 000 000 |
| | Equipped d'un amphithéâtre jumelé de 750 places à l'UTS | Saaba | 1 | 200 000 000 |
| | Achèvement des travaux de construction et d'équipement des deux amphis de 1000 et 1500 places à l'UTS | Saaba | 2 | 3 381 624 950 |
| | Total | | 6 | 6 247 407 283 |
| Centre-Est | Equipped d'un bâtiment pédagogique en R+2 | Tenkodogo | 1 | 200 000 000 |
| | Total | | 1 | 200 000 000 |
| Centre-Nord | Bornage du CUP de Kaya | Kaya | 1 | 50 000 000 |
| | Total | | 1 | 50 000 000 |
| Centre-Ouest | Achèvement des travaux de construction des amphis de 500 et 300 places à l'UNZ | Koudougou | 2 | 300 000 000 |
| | Poursuite de la construction de la Clôture de l'UNZ | | 1 | 600 000 000 |
| | Achèvement des travaux de construction d'une bibliothèque à l'UNZ, | | 1 | 458 155 000 |
| | Construction d'un bâtiment pédagogique, d'une Cité Moderne, d'un amphithéâtre de 350 places, d'un bâtiment administratif, d'une bibliothèque et d'un centre médiatique à l'UNZ | | 2 | 1 545 250 000 |
| | Total | | 6 | 2 903 405 000 |
| Centre-Sud | Bornage du CUP de Manga | Manga | 1 | 50 000 000 |
| | Total | | 1 | 50 000 000 |
| Hauts-Bassins | Equipped du bâtiment R+2 à usage de salle de cours et de TD à l'UNB | Bobo Dioulasso | 1 | 200 000 000 |
| | Total | | 1 | 200 000 000 |

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

04

| | | | | |
|------------------------|--|---------|-----------|-----------------------|
| Plateau Central | Bornage du CUP de Ziniaré | Ziniaré | 1 | 50 000 000 |
| | Total | | 1 | 50 000 000 |
| Sud-Ouest | Poursuite de la construction d'un bâtiment pédagogique R+2 au CUP de Gaoua | Gaoua | 1 | 1 029 041 000 |
| | Total | | 1 | 1 029 041 000 |
| TOTAL GENERAL | | | 19 | 11 395 635 616 |

Source : DGESS/MESRSI, octobre 2020

Tableau 26 Attributions des bourses nationales et internationales par zone en 2020

| ZONES | RUBRIQUES | EFFECTIF | | COÛT (en FCFA) |
|---|------------------------|--------------|-----------------------------|----------------------|
| | | Prévision | Réalisation au 30 septembre | |
| BURKINA FASO | Nouvelles attributions | 2 031 | 2 031 | 812 400 000 |
| | Bourses à renouveler | 6 093 | 5 916 | 2 366 400 000 |
| | Sous-total 1 | 8 124 | 7 947 | 3 178 800 000 |
| AFRIQUE | Nouvelles attributions | 189 | 189 | 103 950 000 |
| | Bourses à renouveler | 361 | 445 | 244 750 000 |
| | Sous-total 2 | 550 | 634 | 348 700 000 |
| HORS AFRIQUE | Nouvelles attributions | 80 | 89 | 302 742 400 |
| | Bourses à renouveler | 270 | 270 | 918 432 000 |
| | Sous-total 3 | 350 | 359 | 1 221 174 400 |
| TOTAL | | 9 024 | 8 940 | 4 748 674 400 |
| AUTRES ALLOCATIONS (aide au logement, frais de transport, frais médicaux, frais de formation etc.). | | | | 1 969 633 739 |
| TOTAL GENERAL | | | | 6 718 308 139 |

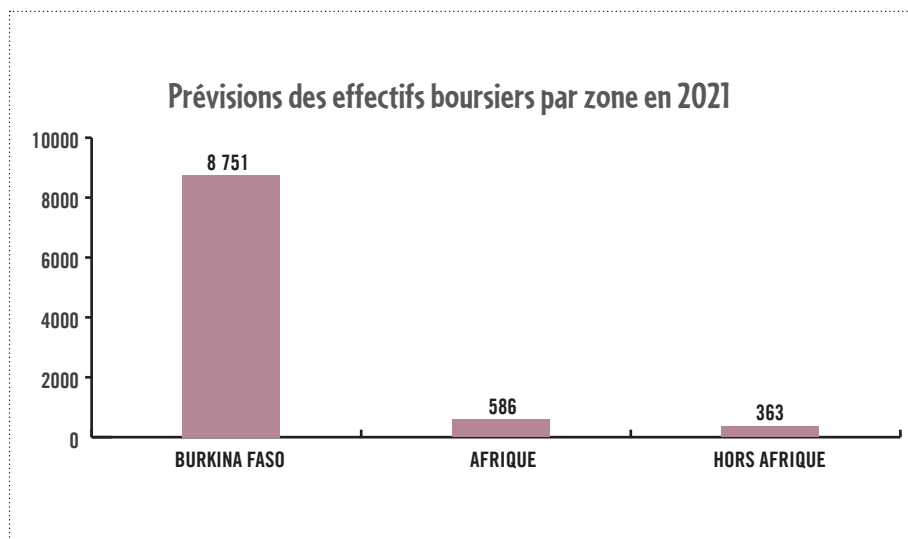
Source : DGESS/MESRSI, octobre 2020

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Tableau 27 Prévisions d'attributions de bourses nationales et internationales par zone en 2021

| ZONES | RUBRIQUES | EFFECTIF | MONTANT (en FCFA) |
|---|------------------------|--------------|----------------------|
| BURKINA FASO | Nouvelles attributions | 2 051 | 1 025 500 000 |
| | Bourses à renouveler | 6 700 | 3 350 000 000 |
| | Sous-total 1 | 8 751 | 4 375 500 000 |
| AFRIQUE | Nouvelles attributions | 186 | 130 200 000 |
| | Bourses à renouveler | 400 | 280 000 000 |
| | Sous-total 2 | 586 | 410 200 000 |
| HORS AFRIQUE | Nouvelles attributions | 63 | 282 794 400 |
| | Bourses à renouveler | 300 | 1 346 640 000 |
| | Sous-total 3 | 363 | 1 629 434 400 |
| TOTAL | | 9 700 | 6 415 134 400 |
| AUTRES ALLOCATIONS (<i>aide au logement, frais de transport, frais médicaux, frais de formation, etc.</i>) | | | 2 541 320 000 |
| TOTAL GENERAL | | | 8 956 454 400 |

Source : DGESS/MESRSI, octobre 2020



INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

04

Tableau 28 Attributions des aides et prêts aux étudiants en 2020

| Nature de l'allocation | Effectifs | | Coût (en FCFA) |
|--|---------------|------------------------------|-----------------------|
| | Prévisions | Réalisations au 30 septembre | |
| Aides aux étudiants | 75 216 | 80 617 | 14 107 975 000 |
| Prêts d'étude aux étudiants | 12 653 | 12 832 | 2 887 200 000 |
| Prêts de laboratoire aux étudiants en cycle de master-doctorat | 810 | 358 | 117 500 000 |
| Total | 88 679 | 93 807 | 17 112 675 000 |

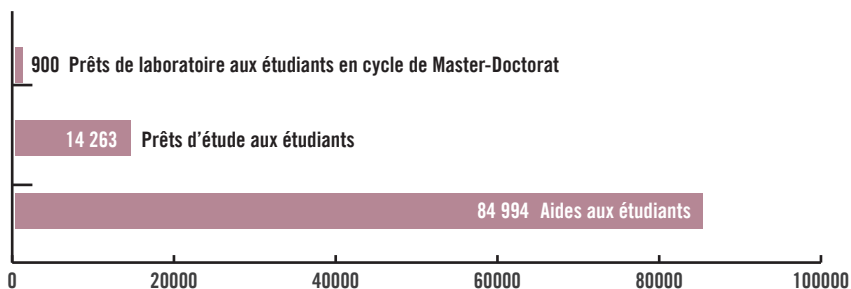
Source : DGESS/MESRSI, octobre 2020

Tableau 29 Prévisions d'attributions des aides et prêts aux étudiants en 2021

| NATURE DE L'ALLOCATION | EFFECTIF PRÉVU | COÛT UNITAIRE (EN FCFA) | COÛT TOTAL (EN FCFA) |
|--|----------------|-------------------------|-----------------------|
| Aides aux étudiants | 84 994 | 175 000 | 14 873 950 000 |
| Prêts d'étude aux étudiants | 14 263 | 225 000 | 3 209 175 000 |
| Prêts de laboratoire aux étudiants en cycle de master-doctorat | 900 | 500 000 | 450 000 000 |
| TOTAL | 100 157 | - | 18 533 125 000 |

Source : DGESS/MESRSI, octobre 2020

Prévisions d'effectifs d'étudiants bénéficiaires des allocations par type en 2021



EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

INDICATEURS

Tableau 30 Évolution de quelques indicateurs clés

| N° | INDICATEURS | Réalizations | | Prévisions | |
|----|--|--------------|-------|------------|-------|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| 1 | Nombre cumulé de nouveaux barrages réalisés | 11 | 11 | 21 | 25 |
| 2 | Nombre cumulé de barrages réhabilités | 22 | 26 | 31 | 37 |
| 3 | Taux d'accès à l'eau potable en milieu rural (en %) | 67,30 | 68,40 | 69,40 | 70,40 |
| 4 | Taux d'accès national à l'eau potable (en %) | 74,00 | 75,40 | 76,00 | 76,60 |
| 5 | Taux d'accès national à l'assainissement (en %) | 22,60 | 23,60 | 24,80 | 26,00 |
| 6 | Taux d'accès à l'assainissement en milieu rural (en %) | 16,40 | 17,60 | 18,80 | 20,00 |

Source : DGESS/MEA, octobre 2020

Réalisation 2019 et 2020 (au 30 septembre) et prévisions 2021

Tableau 31 Réalisations physiques (nombre) des forages/pompes à motricité humaine (PMH) par région en 2019 et 2020

| Régions | Forages/PMH neufs | | | | Forages/PMH réhabilités | | | |
|-------------------|---------------------------|------------------------|---------------------------------|---------------|---------------------------|------------------------|---------------------------------|---------------|
| | Réalisa- tions 2019 | 2020 | | | Réalisa- tions 2019 | 2020 | | |
| | | Prévisions (nombre) | Réalizations au 30 septembre | | | Prévisions (nombre) | Réalizations au 30 septembre | |
| | | | N | Taux | | | N | Taux |
| Boucle du Mouhoun | 4 | 414 | 52 | 12,56% | 29 | 86 | 2 | 2,33% |
| Cascades | 0 | 238 | 60 | 25,21% | 14 | 16 | 0 | 0,00% |
| Centre | 8 | 18 | 13 | 72,22% | 29 | 14 | 15 | 107,14% |
| Centre-Est | 0 | 120 | 18 | 15,00% | 6 | 24 | 0 | 0,00% |
| Centre-Nord | 27 | 158 | 19 | 12,02% | 60 | 81 | 16 | 19,75% |
| Centre-Ouest | 37 | 90 | 23 | 25,55% | 89 | 59 | 27 | 45,76% |
| Centre-Sud | 36 | 64 | 14 | 21,88% | 47 | 8 | 2 | 25,00% |
| Est | 45 | 221 | 41 | 18,55% | 22 | 95 | 65 | 68,42% |
| Hauts-Bassins | 17 | 65 | 60 | 92,31% | 49 | 53 | 3 | 5,66% |
| Nord | 5 | 35 | 11 | 31,43% | 34 | 21 | 15 | 71,43% |
| Plateau Central | 73 | 51 | 28 | 54,90% | 84 | 33 | 20 | 60,61% |
| Sahel | 3 | 165 | 5 | 3,03% | 157 | 147 | 70 | 47,62% |
| Sud-Ouest | 9 | 278 | 80 | 28,78% | 20 | 16 | 6 | 37,50% |
| Total | 264 | 1 917 | 424 | 22,12% | 640 | 653 | 241 | 36,91% |

Source : DGESS/MEA, octobre 2020



Il est prévu au titre de l'exercice budgétaire 2021, la réalisation de **1 600 forages/PMH neufs** et la réhabilitation de **713 forages/PMH** sur l'ensemble du territoire national pour des coûts respectifs de **8,50 milliards FCFA** et de **2,31 milliards FCFA**.

Tableau 32 Réalisations et réhabilitations d'AEPS par région en 2019 et 2020

| Régions | AEPS/ neuves | | | | AEPS/ réhabilitées | | | |
|-------------------|-------------------|---------------------|------------------------------|---------|--------------------|---------------------|------------------------------|---------|
| | Réalisations 2019 | Prévisions (nombre) | 2020 | | Réalisations 2019 | Prévisions (nombre) | 2020 | |
| | | | Réalizations au 30 septembre | | | | Réalizations au 30 septembre | |
| | | | Avancement des travaux | Taux | | | Avancement des travaux | Taux |
| Boucle du Mouhoun | 17 | 10 | 7 réalisées | 70,00% | 2 | 1 | En cours | 0,00% |
| Cascades | 6 | 5 | En cours | 0,00% | 0 | 3 | En cours | 0,00% |
| Centre | 10 | 1 | Réalisée | 100,00% | 0 | 1 | En cours | 0,00% |
| Centre-Est | 11 | 1 | En cours | 0,00% | 0 | 0 | En cours | 0,00% |
| Centre-Nord | 17 | 22 | 2 réalisées | 9,09% | 2 | 2 | En cours | 0,00% |
| Centre-Ouest | 16 | 2 | 1 réalisée | 50,00% | 1 | 1 | En cours | 0,00% |
| Centre-Sud | 14 | 7 | En cours | 0,00% | 0 | 1 | Réalisée | 100,00% |
| Est | 16 | 13 | En cours | 0,00% | 1 | 0 | En cours | 0,00% |
| Hauts-Bassins | 18 | 31 | 19 réalisées | 61,29% | 0 | 4 | En cours | 0,00% |
| Nord | 7 | 4 | 4 réalisées | 100,00% | 0 | 2 | En cours | 0,00% |
| Plateau Central | 13 | 1 | En cours | 0,00% | 0 | 0 | En cours | 0,00% |
| Sahel | 19 | 46 | 8 réalisées | 17,39% | 2 | 1 | Réalisée | 100,00% |
| Sud-Ouest | 9 | 10 | En cours | 0,00% | 0 | - | - | - |
| Total | 173 | 153 | - | - | 8 | 16 | - | - |

Source : DGESS/MEA, octobre 2020

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021



Il est prévu au titre de l'exercice budgétaire 2021, la réalisation de **125 AEPS** neuves et la réhabilitation de **35 AEPS** sur l'ensemble du territoire national pour des coûts respectifs de **21,77 milliards FCFA** et de **2,61 milliards FCFA**.

Tableau 33 Réalisations physiques (nombre) des latrines en matière d'assainissement par région en 2019 et 2020

| Régions | Latrines familiales milieu rural | | | | Latrines institutionnelles (centre de santé, école) et publiques | | | |
|-------------------|----------------------------------|------------------------|---------------------------------|---------------|---|-----------------------------|---------------------------------|---------------|
| | Réalisa- tions 2019 | 2020 | | | Réalisa- tions 2019 | 2020 | | |
| | | Prévisions (nombre) | Réalizations au 30 septembre | | | Prévi- sions (nombre) | Réalizations au 30 septembre | |
| | | | Nombre | Taux | | | Nombre | Taux |
| Boucle du Mouhoun | 4 628 | 9 012 | 6 422 | 71,26% | 94 | 3 | 4 | 133,33% |
| Cascades | 2 475 | 4 100 | 3 235 | 78,90% | 38 | 47 | 0 | 0,00% |
| Centre | 438 | 2 571 | 2 870 | 111,63% | 67 | 18 | 8 | 44,44% |
| Centre-Est | 986 | 2 250 | 601 | 26,71% | 92 | 57 | 0 | 0,00% |
| Centre-Nord | 918 | 1 651 | 0 | 0,00% | 71 | 57 | 27 | 47,37% |
| Centre-Ouest | 1 572 | 3 730 | 50 | 1,34% | 112 | 54 | 37 | 68,52% |
| Centre-Sud | 2 235 | 12 306 | 5 092 | 41,38% | 23 | 65 | 36 | 55,38% |
| Est | 1 304 | 1 315 | 1 340 | 101,90% | 108 | 105 | 45 | 42,86% |
| Hauts-Bassins | 4 714 | 1 110 | 3 437 | 309,64% | 63 | 25 | 17 | 68,00% |
| Nord | 1 340 | 2 261 | 263 | 11,63% | 94 | 38 | 5 | 13,16% |
| Plateau Central | 333 | 1 140 | 140 | 12,28% | 40 | 225 | 73 | 32,44% |
| Sahel | 1 405 | 2 260 | 275 | 12,17% | 63 | 102 | 3 | 2,94% |
| Sud-Ouest | 449 | 2 505 | 789 | 31,50% | 42 | 20 | 9 | 45,00% |
| Total | 22 797 | 46 211 | 24 514 | 53,05% | 907 | 816 | 264 | 32,35% |

Source : DGESS/MEA, octobre 2020



Il est prévu au titre de l'exercice budgétaire 2021, la réalisation de **42 000 latrines** (familiale, institutionnelle et publique) sur l'ensemble du territoire national pour un coût de **7,06 milliards FCFA**.

Tableau 34 Réalisations et réhabilitations (nombre) de barrages par région en 2019 et 2020

| Régions | Barrages neufs | | | | Barrages réhabilités | | | |
|-------------------|-------------------|------------|-------------------------------|----------|----------------------|------------|------------------------------|----------|
| | Réalisations 2019 | Prévisions | 2020 | | Réalisations 2019 | Prévisions | 2020 | |
| | | | Réalisations au 30 septembre | | | | Réalisations au 30 septembre | |
| | | | Avancement des travaux | Taux | | | Avancement des travaux | Taux |
| Boucle du Mouhoun | - | 1 | En cours | 40,00% | - | - | - | - |
| Centre | - | 2 | 1 réalisé et 1 en cours (93%) | 96,50% | - | 1 | Réalisé | 100,00% |
| Centre-Est | - | - | En cours | 53,00% | - | 1 | En cours | 56,39% |
| Centre-Nord | - | 1 | En cours | 34,00% | - | - | - | - |
| Centre-Ouest | - | 1 | Réalisé | 100,00% | 3 | - | - | - |
| Centre-Sud | - | 3 | Réalisés | 100,00% | - | - | - | - |
| Est | - | 1 | En cours | 53,00% | - | - | - | - |
| Hauts-Bassins | - | - | - | - | - | 1 | En cours | 0,00% |
| Nord | - | - | - | - | - | 1 | En cours | 0,00% |
| Plateau Central | - | 1 | En cours | 62,00% | 1 | - | - | - |
| Total | - | 10 | - | - | 4 | 5 | - | - |

Source : DGESS/MEA, octobre 2020



Il est prévu au titre de l'exercice budgétaire 2021, la réalisation de **4 nouveaux barrages** et la réhabilitation de **6 barrages** dans certaines régions du pays pour des coûts respectifs de **3,21 milliards FCFA** et de **1,52 milliard FCFA**.

AGRICULTURE ET AMENAGEMENTS HYDRO AGRICOLES



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

INDICATEURS

Tableau 35 Évolution de quelques indicateurs clés

| N° | INDICATEURS | Réalizations | | Prévisions | |
|----|---|--------------|--------|------------|--------|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| 1 | Taux de couverture des besoins céréaliers des zones structurellement déficitaires (en %) | 38,56 | 51,00 | 88,00 | 90,00 |
| 2 | Proportion des populations vulnérables ayant bénéficié d'opérations HIMO au cours de l'année (en %) | 45,50 | 100,00 | 70,00 | 80,00 |
| 3 | Nombre de matériel d'irrigation mis à la disposition des producteurs | 29 386 | 19 856 | 21 000 | 19 852 |
| 4 | Taux de couverture des crédits agricoles (en %) | 4,00 | ND | 5,50 | 5,60 |

Source : DGESS/MAAH, octobre 2020

Réalisation 2019 et 2020 (au 30 septembre) et prévisions 2021

Tableau 36 Répartition des semences par région en 2019 et 2020 (en tonne)

| Régions | Réalizations 2019 | 2020 | |
|-------------------|-------------------|------------------|------------------------------|
| | | Prévisions | Réalizations au 30 septembre |
| Boucle du Mouhoun | 995,60 | 1 933,38 | 1 183,81 |
| Cascades | 395,70 | 1 120,89 | 737,94 |
| Centre | 70,30 | 291,85 | 288,28 |
| Centre-Est | 594,40 | 1 140,97 | 571,38 |
| Centre-Nord | 534,10 | 369,86 | 156,40 |
| Centre-Ouest | 462,10 | 1 081,78 | 765,99 |
| Centre-Sud | 423,40 | 810,16 | 472,37 |
| Est | 338,10 | 924,73 | 687,23 |
| Hauts-Bassins | 798,30 | 1 877,64 | 1 362,62 |
| Nord | 218,20 | 496,39 | 283,99 |
| Plateau Central | 222,30 | 528,30 | 193,02 |
| Sahel | 130,00 | 271,10 | 110,71 |
| Sud-Ouest | 433,40 | 950,46 | 773,53 |
| Total | 5 615,90 | 11 797,50 | 7 587,27 |

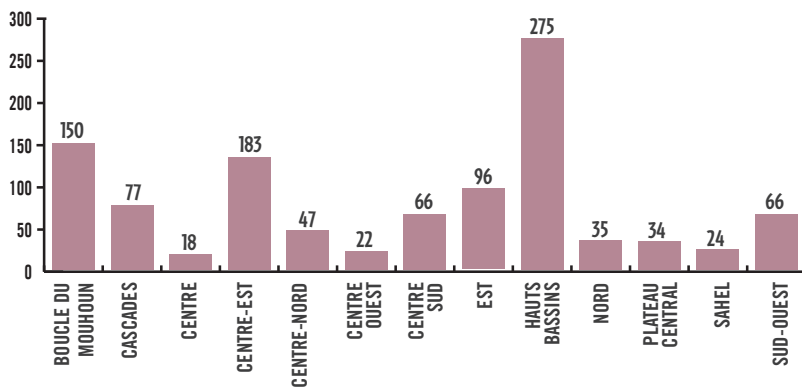
Source : DGESS/MAAH, octobre 2020

Tableau 37 Prévisions des semences par région en 2021

| Régions | Prévisions 2021 | |
|-------------------|------------------|--------------------|
| | Quantité (tonne) | Coût (FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 150 | 86 499 566 |
| Cascades | 77 | 41 135 686 |
| Centre | 18 | 9 461 597 |
| Centre-Est | 133 | 70 542 311 |
| Centre-Nord | 47 | 31 342 845 |
| Centre-Ouest | 22 | 18 991 244 |
| Centre-Sud | 66 | 35 847 334 |
| Est | 96 | 61 733 776 |
| Hauts-Bassins | 275 | 149 665 394 |
| Nord | 35 | 20 828 807 |
| Plateau Central | 34 | 20 475 621 |
| Sahel | 24 | 18 857 545 |
| Sud-Ouest | 66 | 34 666 275 |
| Total | 1 043 | 600 048 001 |

Source : DGESS/MAAH, octobre 2020

Prévisions de semences par région en 2021 (Tonnes)



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Tableau 38 Répartition des engrais par région en 2019 et 2020 (en tonne)

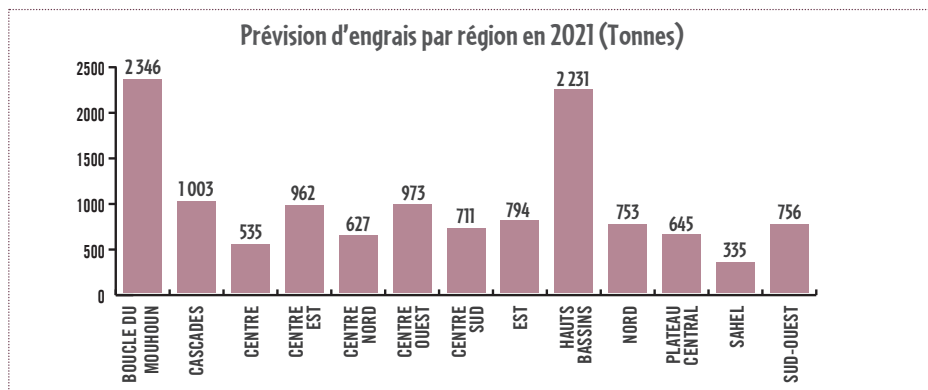
| Régions | Réalizations 2019 | 2020 | |
|-------------------|-------------------|------------------|------------------------------|
| | | Prévisions | Réalizations au 30 septembre |
| Boucle du Mouhoun | 8 277,30 | 4 361,00 | 2 679,12 |
| Cascades | 1 387,40 | 1 862,00 | 1 025,74 |
| Centre | 757,00 | 3 075,00 | 368,62 |
| Centre-Est | 4 244,60 | 1 785,00 | 934,47 |
| Centre-Nord | 1 234,00 | 1 166,00 | 544,77 |
| Centre-Ouest | 4 878,70 | 1 804,00 | 957,91 |
| Centre-Sud | 3 219,90 | 1 318,00 | 629,31 |
| Est | 1 375,70 | 1 477,00 | 712,72 |
| Hauts-Bassins | 3 459,00 | 4 147,00 | 2 527,56 |
| Nord | 3 270,00 | 1 400,00 | 451,29 |
| Plateau Central | 920,90 | 1 202,00 | 212,04 |
| Sahel | 558,60 | 621,00 | 113,39 |
| Sud-Ouest | 1 102,00 | 1 405,00 | 982,32 |
| Total | 34 685,10 | 25 623,00 | 12 139,26 |

Source : DGESS/MAAH, octobre 2020

Tableau 39 Prévisions des engrais par région en 2021

| Régions | 2021 | |
|-------------------|------------------|----------------------|
| | Quantité (tonne) | Coût (FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 2 346 | 860 540 000 |
| Cascades | 1 003 | 367 980 000 |
| Centre | 535 | 196 200 000 |
| Centre-Est | 962 | 352 940 000 |
| Centre-Nord | 627 | 229 960 000 |
| Centre-Ouest | 973 | 356 920 000 |
| Centre-Sud | 711 | 260 790 000 |
| Est | 794 | 291 190 000 |
| Hauts-Bassins | 2 231 | 818 210 000 |
| Nord | 753 | 276 150 000 |
| Plateau Central | 645 | 236 580 000 |
| Sahel | 335 | 122 900 000 |
| Sud-Ouest | 756 | 277 260 000 |
| Total | 12 671 | 4 647 620 000 |

Source : DGESS/MAAH, octobre 2020



INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

04

Tableau 40 Répartition des équipements agricoles et des animaux de trait par région en 2019 et 2020

| Régions | Equipements agricoles | | | Animaux de trait | | |
|--------------------|---|---|---|--|---|--|
| | Réalisa- tions 2019 (nombre de bénéfi- ciaires) | 2020 | | Réalisa- tions 2019 (nombre de bénéficiaires) | 2020 | |
| | | Prévisions (nombre de bénéfi- ciaires) | Réalisations au 30 septembre (nombre de bénéfi- ciaires) | | Prévisions (nombre de bénéfi- ciaires) | Réalisa- tions au 30 septembre (nombre de bénéficiaires) |
| Boucle du Mouhoun | 3 632 | 958 | Equipements acquis mais en attente de distribution | 3 632 | 160 | 26 |
| Cascades | 1 101 | 375 | | 1 101 | 46 | 10 |
| Centre | 517 | 154 | | 517 | 38 | 36 |
| Centre- Est | 1 488 | 249 | | 1 488 | 60 | 60 |
| Centre- Nord | 1 120 | 254 | | 1 120 | 58 | 43 |
| Centre- Ouest | 3 249 | 547 | | 3 249 | 110 | 97 |
| Centre- Sud | 1 298 | 213 | | 1 298 | 56 | 52 |
| Est | 2 206 | 406 | | 2 206 | 110 | 0 |
| Hauts - Bassins | 2 697 | 732 | | 2 697 | 140 | 6 |
| Nord | 132 | 262 | | 132 | 56 | 54 |
| Plateau Central | 859 | 236 | | 859 | 55 | 55 |
| Sahel | 545 | 222 | | 545 | 39 | 62 |
| Sud - Ouest | 1 903 | 433 | | 1 903 | 74 | 15 |
| Total | 20 747 | 5 041 | | - | 20 747 | 1 002 |

Source : DGESS/MAAH, octobre 2020

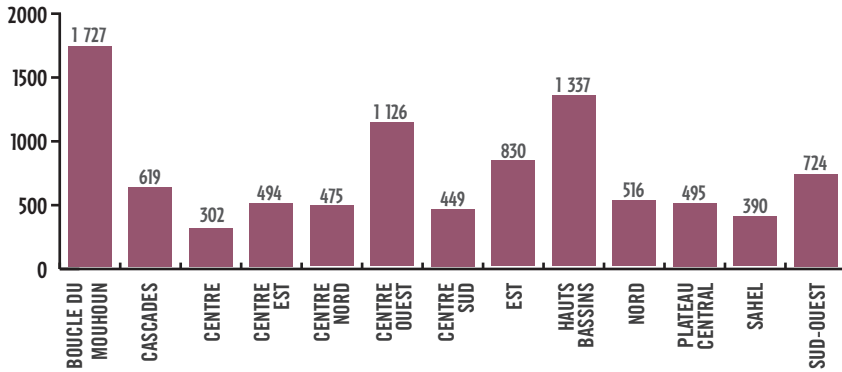
04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Tableau 41 Prévision des bénéficiaires d'équipements agricoles et d'animaux de trait par région en 2021

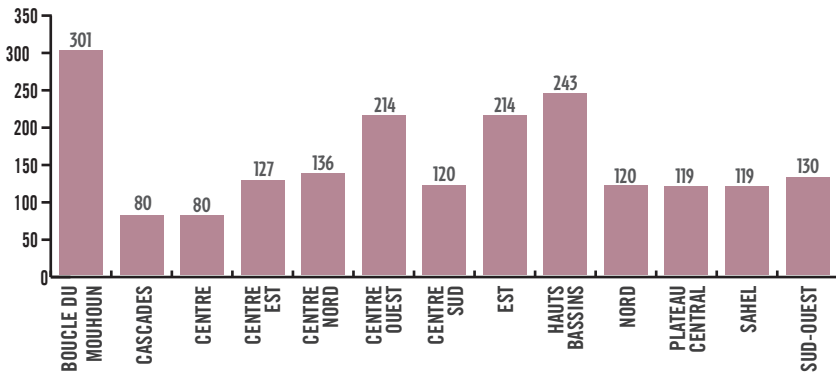
| Régions | Prévisions 2021 | | | |
|-------------------|------------------------|----------------------|------------------------|--------------------|
| | Equipements agricoles | | Animaux de trait | |
| | Nombre (bénéficiaires) | Coût (FCFA) | Nombre (bénéficiaires) | Coût (FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 1727 | 210 241 950 | 301 | 69 250 000 |
| Cascades | 619 | 118 815 700 | 80 | 20 000 000 |
| Centre | 302 | 90 712 750 | 80 | 16 400 000 |
| Centre-Est | 494 | 105 600 400 | 127 | 25 750 000 |
| Centre-Nord | 475 | 107 847 400 | 136 | 25 600 000 |
| Centre-Ouest | 1126 | 169 631 200 | 214 | 47 500 000 |
| Centre-Sud | 449 | 103 301 900 | 120 | 24 000 000 |
| Est | 830 | 141 211 350 | 214 | 47 500 000 |
| Hauts-Bassins | 1337 | 182 983 750 | 243 | 60 750 000 |
| Nord | 516 | 114 611 400 | 120 | 24 000 000 |
| Plateau Central | 495 | 108 244 800 | 119 | 23 750 000 |
| Sahel | 390 | 100 661 600 | 119 | 23 750 000 |
| Sud-Ouest | 724 | 129 449 450 | 130 | 32 500 000 |
| Total | 9 484 | 1 683 313 650 | 2 003 | 440 750 000 |

Source : DGESS/MAAH, octobre 2020

Prévision des bénéficiaires d'équipements agricoles par région en 2021



Prévision des bénéficiaires d'animaux de trait par région en 2021



the 1990s, the incidence of *S. pneumoniae* meningitis in the United Kingdom has fallen from 1.5 to 0.5 cases per 100 000 per year [1].

There are a number of reasons for this decline. First, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1]. Second, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1]. Third, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1].

There are a number of reasons for this decline. First, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1]. Second, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1]. Third, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1].

There are a number of reasons for this decline. First, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1]. Second, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1]. Third, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1].

There are a number of reasons for this decline. First, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1].

Second, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1].

Third, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1].

There are a number of reasons for this decline. First, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1].

Second, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1].

Third, the incidence of pneumococcal meningitis in the United Kingdom has fallen in parallel with the decline in pneumococcal meningitis in other industrialized countries [1].

INFRASTRUCTURES



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

INDICATEURS

Tableau 42 Évolution de quelques indicateurs clés

| N° | INDICATEURS | Réalizations | | Prévisions | |
|----|---|--------------|-------|------------|-------|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| 1 | Proportion de routes bitumées (en %) | 25,61 | 26,72 | 28,90 | 32,27 |
| 2 | Proportion de pistes rurales aménagées (en %) | 32,60 | 33,11 | 39,00 | 39,00 |
| 3 | Proportion de pistes rurales entretenues (en %) | 24,00 | 5,00 | 35,00 | 24,00 |
| 4 | Proportion de routes en bon état (en %) | 86,00 | 86,00 | 88,00 | 88,00 |

Source : DGESS/MI, octobre 2020

Réalisation 2019 et 2020 (au 30 septembre) et prévisions 2021

Tableau 43 Réalisations physiques de pistes rurales par région en 2019 et 2020 (en Km)

| Régions | Réalisation 2019 | 2020 | |
|-------------------|------------------|---------------|-----------------------------|
| | | Prévisions | Réalisation au 30 septembre |
| Boucle du Mouhoun | 21,18 | 14,82 | 18,00 |
| Centre | 10,40 | - | - |
| Centre-Est | 18,14 | 42,76 | 21,00 |
| Centre-Nord | 5,26 | 13,54 | 17,00 |
| Centre-Ouest | 74,08 | 29,52 | 24,00 |
| Est | 12,50 | 37,50 | - |
| Hauts-Bassins | 22,10 | - | - |
| Nord | 46,00 | 51,07 | 22,00 |
| Plateau Central | 75,30 | - | - |
| Sahel | 53,41 | 6,89 | 13,00 |
| Total | 338,37 | 196,10 | 115,00 |

Source : DGESS/MI, octobre 2020

INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

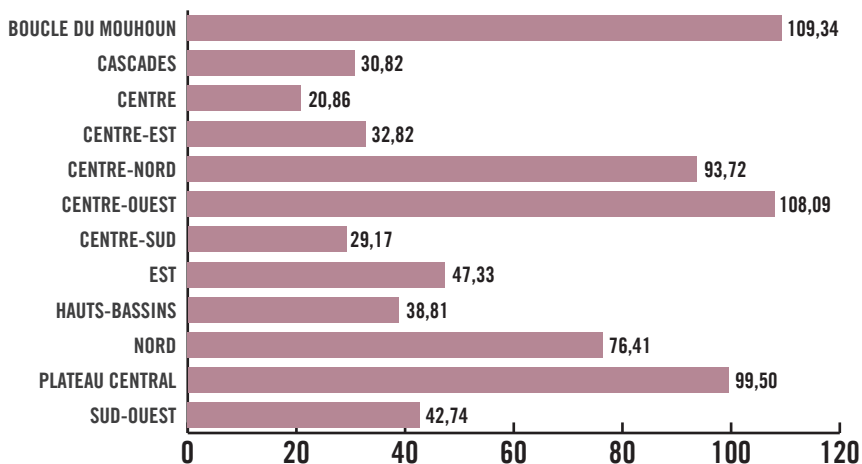
04

Tableau 44 Prévisions de pistes rurales par région en 2021

| Régions | Prévisions 2021 | |
|-------------------|-----------------|-----------------------|
| | Longueur (km) | Coût (en FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 109,34 | 4 391 505 731 |
| Cascades | 30,82 | 871 498 608 |
| Centre | 20,86 | 653 071 428 |
| Centre-Est | 32,82 | 2 554 462 198 |
| Centre-Nord | 93,72 | 2 620 698 947 |
| Centre-Ouest | 108,09 | 3 931 991 155 |
| Centre-Sud | 29,17 | 1 974 808 739 |
| Est | 47,33 | 1 502 654 742 |
| Hauts-Bassins | 38,81 | 2 905 236 975 |
| Nord | 76,41 | 4 609 522 032 |
| Plateau Central | 99,50 | 4 012 206 092 |
| Sud-Ouest | 42,74 | 1 790 004 312 |
| Total | 729,61 | 31 817 660 959 |

Source : DGESS/MI, octobre 2020

Prévisions de pistes rurales par région en 2021 (Km)



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Tableau 45 Réalisations physiques de routes bitumées par région en 2019 et 2020 (en km)

| Régions | Réalisation 2019 | 2020 | | |
|-------------------|------------------|---------------|---|----------|
| | | Prévisions | Avancement des travaux | Taux |
| Boucle du Mouhoun | 124 | 37 | Réalisés | 100,00% |
| Cascades | - | 50 | En cours (couche de base, terrassement, etc.) | 71,46% |
| Centre | 6,7 | 43,6 | 14 km réalisés | 32,11% |
| Centre-Est | 234 | 30,16 | 5 km réalisés | 16,58% |
| Centre-Nord | 16 | 110 | En cours (couche de base) | 10,00% |
| Centre-Ouest | - | 104 | En cours (couche de base, terrassement, etc.) | 56,00% |
| Centre-Sud | 40 | 39 | Réalisés | 100,00% |
| Est | 10 | 60 | 32 km réalisés | 53,33% |
| Hauts-Bassins | 4,3 | - | - | - |
| Nord | - | 51 | En cours (couche de base, terrassement, etc.) | 47,78% |
| Plateau Central | - | 4,52 | Réalisés | 100,00% |
| Sahel | - | 10 | Réalisés | 100,00% |
| Total | 425 | 374,28 | - | - |

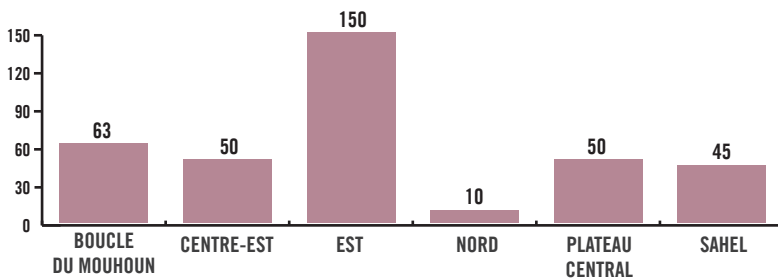
Source : DGESS/MI, octobre 2020

Tableau 46 Prévisions de routes bitumées par région en 2021

| Régions | Prévisions 2021 | |
|-------------------|-----------------|------------------------|
| | Longueur (km) | Coût (en FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 63 | 20 475 000 000 |
| Centre-Est | 50 | 16 250 000 000 |
| Est | 150 | 48 750 000 000 |
| Nord | 10 | 3 250 000 000 |
| Plateau Central | 50 | 16 250 000 000 |
| Sahel | 45 | 6 272 000 000 |
| TOTAL | 368 | 111 247 000 000 |

Source : DGESS/MI, octobre 2020

Prévisions de routes bitumées par région en 2021 (Km)



EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE



04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

INDICATEURS

Tableau 47 Évolution de quelques indicateurs clés

| N° | INDICATEURS | Réalizations | | Prévisions | |
|----|--|--------------|--------|------------|--------|
| | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| 1 | Taux d'insertion des jeunes et des femmes placés en stage et en volontariat (en %) | 10,00 | 15,00 | 30,00 | 30,00 |
| 2 | Effectifs des formés de la formation professionnelle | 2 784 | 11 237 | 40 000 | 45 000 |
| 3 | Nombre d'emplois décents créés ¹ | 983 | 3 096 | 4 500 | 5 000 |

Source : DGESS/MJPEJ, octobre 2020

Réalisation 2019 et 2020 (au 30 septembre) et prévisions 2021

Tableau 48 Nombre d'emplois créés par région en 2019 et 2020²

| Régions | Réalisation 2019 | 2020 | |
|-------------------|------------------|--------------|------------------------------|
| | | Prévisions | Réalizations au 30 septembre |
| Boucle du Mouhoun | 163 | 237 | 100 |
| Cascades | 124 | 179 | 76 |
| Centre | 1 096 | 1 692 | 672 |
| Centre Est | 261 | 379 | 160 |
| Centre Nord | 182 | 164 | 112 |
| Centre Ouest | 156 | 227 | 96 |
| Centre Sud | 101 | 147 | 62 |
| Est | 240 | 348 | 147 |
| Hauts Bassins | 519 | 760 | 318 |
| Nord | 68 | 98 | 42 |
| Plateau Central | 101 | 146 | 62 |
| Sahel | 54 | 78 | 33 |
| Sud-Ouest | 31 | 45 | 19 |
| Total | 3 096 | 4 500 | 1 899 |

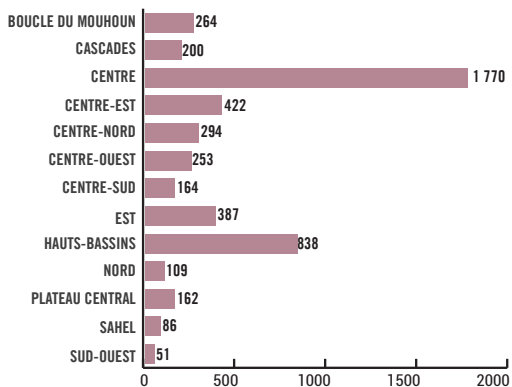
Source : DGESS/MJPEJ, octobre 2020

1- Secteurs privés et publics

2- Il s'agit des emplois créés à travers les fonds de financement du MJPEJ

Tableau 49 Prévisions de création d'emplois par région en 2021

| Régions | Prévisions 2021 |
|-------------------|-----------------|
| Boucle du Mouhoun | 264 |
| Cascades | 200 |
| Centre | 1 770 |
| Centre Est | 422 |
| Centre Nord | 294 |
| Centre Ouest | 253 |
| Centre Sud | 164 |
| Est | 387 |
| Hauts Bassins | 838 |
| Nord | 109 |
| Plateau Central | 162 |
| Sahel | 86 |
| Sud-Ouest | 51 |
| Total | 5 000 |



Source : DGESS/MJPEJ, octobre 2020

Tableau 50 Nombre de jeunes formés par région en 2019 et 2020³

| Régions | Réalisation 2019 | 2020 | |
|-------------------|------------------|---------------|-----------------------------|
| | | Prévisions | Réalisation au 30 septembre |
| Boucle du Mouhoun | 577 | 2 055 | 400 |
| Cascades | 622 | 2 213 | 330 |
| Centre | 2 833 | 9 943 | 1 500 |
| Centre Est | 468 | 1 667 | 400 |
| Centre Nord | 533 | 1 897 | 200 |
| Centre Ouest | 500 | 1 780 | 257 |
| Centre Sud | 525 | 1 868 | 201 |
| Est | 1 570 | 1 940 | 298 |
| Hauts Bassins | 492 | 5 589 | 917 |
| Nord | 300 | 1 020 | 199 |
| Plateau Central | 1 881 | 6 695 | 1 002 |
| Sahel | 492 | 1 753 | 340 |
| Sud-Ouest | 444 | 1 580 | 283 |
| Total | 11 237 | 40 000 | 6 327 |

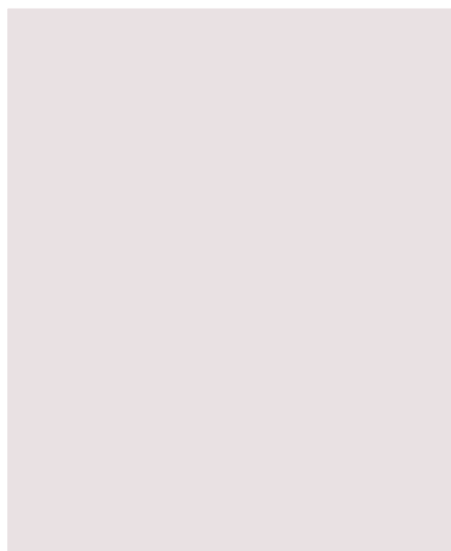
Source : DGESS/MJPEJ, octobre 2020

3-Il s'agit des jeunes formés en entrepreneuriat et en éducation financière

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

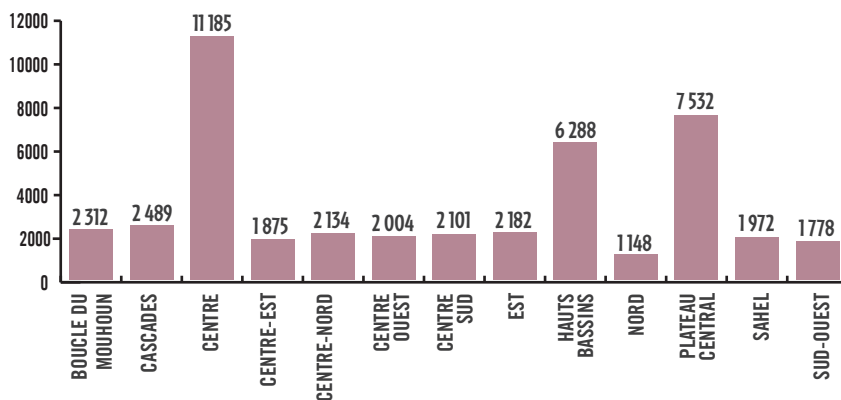
Tableau 51 Prévisions de jeunes à former par région en 2021

| Régions | Prévisions 2021 |
|-------------------|-----------------|
| Boucle du Mouhoun | 2 312 |
| Cascades | 2 489 |
| Centre | 11 185 |
| Centre Est | 1 875 |
| Centre Nord | 2 134 |
| Centre Ouest | 2 004 |
| Centre Sud | 2 101 |
| Est | 2 182 |
| Hauts Bassins | 6 288 |
| Nord | 1 148 |
| Plateau Central | 7 532 |
| Sahel | 1 972 |
| Sud-Ouest | 1 778 |
| Total | 45 000 |



Source : DGESS/MJPEJ, octobre 2020

Nombre de jeunes à former par région en 2021



INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

04

Tableau 52 Effectifs des bénéficiaires de financement⁴ par région en 2019 et 2020

| Régions | Réalizations 2019 | | 2020 | | |
|-------------------|-------------------|-----------------------|------------------------|------------------------------|---------------------------------------|
| | Effectifs | Financement (en FCFA) | Prévisions (Effectifs) | Réalizations au 30 septembre | Financement au 30 septembre (en FCFA) |
| Boucle du Mouhoun | 163 | 78 375 000 | 237 | 100 | 15 675 000 |
| Cascades | 120 | 50 730 000 | 179 | 29 | 10 146 000 |
| Centre | 1 096 | 790 305 000 | 1 592 | 509 | 158 061 000 |
| Centre Est | 261 | 42 465 000 | 379 | 25 | 8 493 000 |
| Centre Nord | 183 | 27 360 000 | 164 | 23 | 5 472 000 |
| Centre Ouest | 159 | 49 115 000 | 227 | 26 | 9 823 000 |
| Centre Sud | 102 | 38 950 000 | 147 | 29 | 7 790 000 |
| Est | 230 | 52 060 000 | 348 | 42 | 10 412 000 |
| Hauts Bassins | 519 | 99 845 000 | 754 | 34 | 19 969 000 |
| Nord | 60 | 57 570 000 | 98 | 37 | 11 514 000 |
| Plateau Central | 98 | 41 515 000 | 146 | 22 | 8 303 000 |
| Sahel | 49 | 30 210 000 | 78 | 17 | 6 042 000 |
| Sud-Ouest | 29 | 17 005 000 | 45 | 16 | 3 401 000 |
| Total | 3 069 | 1 375 505 000 | 4 394 | 909 | 275 101 000 |

Source : DGESS/MJPEJ, octobre 2020

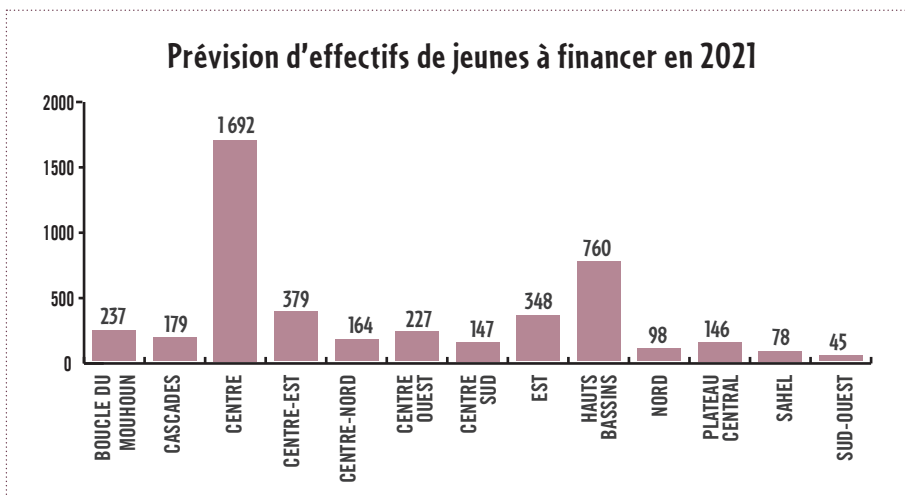
⁴ Il s'agit des bénéficiaires des financements des fonds de financement du MJPEJ (FAPE, FASI, FAIJ).

04 INSCRIPTIONS SPECIFIQUES DANS CERTAINS SECTEURS AU TITRE DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2021

Tableau 53 Prévisions d'effectifs de jeunes à financer par région en 2021

| Régions | Effectifs | Coût (en FCFA) |
|-------------------|--------------|----------------------|
| Boucle du Mouhoun | 237 | 165 000 000 |
| Cascades | 179 | 106 800 000 |
| Centre | 1 692 | 1 663 800 000 |
| Centre-Est | 379 | 89 400 000 |
| Centre-Nord | 164 | 57 600 000 |
| Centre-Ouest | 227 | 103 400 000 |
| Centre-Sud | 147 | 82 000 000 |
| Est | 348 | 109 600 000 |
| Hauts-Bassins | 760 | 210 200 000 |
| Nord | 98 | 121 200 000 |
| Plateau Central | 146 | 87 400 000 |
| Sahel | 78 | 63 600 000 |
| Sud-Ouest | 45 | 35 800 000 |
| Total | 4 500 | 2 895 800 000 |

Source : DGESS/MJPEJ, octobre 2020





BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

05

**MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR UNE BONNE
EXECUTION DU BUDGET DE L'ANNEE 2021**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

05 MESURES D'ACCOMPAGNEMENT POUR UNE BONNE EXECUTION DU BUDGET DE L'ANNEE 2021

Les mesures d'accompagnement pour une bonne exécution du budget de l'Etat, exercice 2021, concernent les recettes et les dépenses.

I. En matière de recettes

Il s'agira de poursuivre :

- l'optimisation de la mobilisation des ressources propres à travers les téléprocédures et une meilleure organisation des services pour une plus grande efficacité ;
- le recouvrement des dettes auprès des contribuables (restes à recouvrer) ;
- l'accélération du processus de mise en œuvre du cadastre fiscal (informatisation du domaine foncier) ;
- la lutte contre la fraude fiscale, le faux et la corruption ;
- l'interconnexion entre la douane du Burkina Faso et celles des pays frontaliers afin d'améliorer le contrôle pour un meilleur rendement des recettes fiscales ;
- l'ouverture du Système douanier automatisé (SYDONIA) sur internet afin d'alléger et de sécuriser les procédures de paiement des droits et taxes de douanes à travers la mise en place des télé-déclarations et des télépaiements.

→ II. En matière de dépenses

Il s'agira de poursuivre :

- les efforts de maîtrise de l'évolution des charges de personnel afin de créer plus de marge budgétaire pour la couverture des autres natures de dépenses ;
- la dématérialisation des processus de passation des marchés publics et des documents de la chaîne de la dépense publique ;
- la dotation progressive en unité de vérification (UV) des ministères et institutions qui ne disposent pas de leur propre UV ;
- l'implication progressive des Responsables de programmes budgétaires pour une plus grande efficacité du processus de coordination et de pilotage de l'élaboration et l'exécution du budget de l'Etat ;
- l'opérationnalisation de la comptabilité de l'ordonnateur qui devrait améliorer le suivi de l'exécution des dépenses d'investissement à travers les AE/CP avec l'implémentation et la mise en service des outils dans le système d'information d'une part et la formation des acteurs d'autre part.

En outre, les projets et programmes d'investissement prioritaires seront identifiés et feront l'objet de suivi afin d'assurer une réalisation efficace. Dans ce sens, une attention particulière sera accordée à l'achèvement des chantiers prioritaires au niveau des secteurs sociaux et de production en vue de capitaliser leur impact sur les populations bénéficiaires.



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT**

06

**THEMATIQUE DU BUDGET CITOYEN 2021 : LA GESTION
DES INVESTISSEMENTS DANS LE CADRE DU BUDGET
PROGRAMME**

BUDGET CITOYEN

Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

LA GESTION DES INVESTISSEMENTS DANS LE CADRE DU BUDGET PROGRAMME

Le Burkina Faso a adopté le 06 novembre 2015, la loi organique N°073-2015/CNT, relative aux lois de finances (LOLF). Cette loi permet au pays d'être en phase avec le nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA.

Tout en permettant le passage du budget objet au budget programme, la LOLF consacre une gouvernance financière de l'Etat fondée sur le principe de la gestion axée sur la performance (passage d'une logique de moyens à une logique de résultats). Son objectif est d'améliorer l'efficacité de la dépense et partant la qualité des politiques publiques. Elle introduit plusieurs innovations parmi lesquelles les concepts d'Autorisation d'engagement (AE) et Crédits de paiement (CP).



Les AE constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances.



Les AE concernent uniquement les dépenses en capital c'est à dire celles de la classe 2 de la nomenclature budgétaire de l'Etat.

Il s'agit des :

- immobilisations incorporelles (étude de projet, conception de système d'exploitation etc.) ;
- acquisitions et aménagements des sols et sous-sols ;
- acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles ;
- acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier ;
- équipements militaires ;
- etc.

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.



Les CP correspondent aux besoins de paiement de la tranche annuelle, compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques actés au titre de l'année de l'exercice ou de celui des années antérieures.

Engagement juridique : Acte pris par un responsable habilité à constater ou créer une obligation à l'encontre d'une personne morale publique qu'il représente de laquelle naitra une charge. **Exemple** : un marché public, un contrat Partenariat public privé (PPP) à paiement public, etc.

Chaque engagement juridique contracté par l'ordonnateur = consommation de crédits en AE

Chaque paiement effectué par le comptable public = consommation de crédits en CP

Pourquoi l'introduction du concept AE/CP dans la gestion des investissements publics ?

La gestion en AE/CP a pour objectifs :

- de sécuriser les investissements qui s'exécutent sur plusieurs années ;
- d'améliorer et de mieux exercer le suivi des dépenses d'investissement ;
- de connaître les engagements juridiques déjà contractés par l'État ;
- de différencier l'engagement juridique du paiement de la dépense et d'appréhender les restes à payer ;
- d'informer le Parlement sur les engagements déjà souscrits par l'Etat et d'évaluer la capacité de l'État à contracter de nouveaux engagements ;
- d'évaluer le volume de trésorerie (CP) nécessaire à l'apurement de l'ensemble de ces dettes (production obligatoire de plans de trésorerie) ;
- d'améliorer la traçabilité des dépenses publiques qui ont une incidence pluriannuelle et de renforcer la crédibilité de la loi de finances.

Principales conditions de réussite d'une gestion en AE-CP

La **maturité** des projets d'investissements est une condition sine qua non à la bonne gestion en AE-CP. Cela suppose des études de faisabilité (évaluation technique et financière) préalables qui permettront de donner une visibilité sur le rythme de programmation des AE-CP liés à l'investissement.

L'**élaboration d'un échéancier des AE-CP** qui permettra de faire un suivi rigoureux des engagements antérieurs et futurs.



Quel est le principal risque lié à la gestion budgétaire en AE-CP

Risque de surendettement de l'Etat

Un excès d'AE ouvertes par rapport à la capacité à décaisser des CP : la trésorerie ne sera plus maîtrisée et la signature de l'Etat sera remise en cause

La capacité du gestionnaire à engager l'Etat sur plusieurs années sans la trésorerie disponible doit se faire avec **discernement et responsabilité**



Comment se fait la budgétisation des AE et des CP ?

Règle : La budgétisation des dépenses d'investissement directement exécutées par l'Etat obéit au principe général **AE = CP**.



REMARQUES

- dans le cas où le contrat signé pour la réalisation d'un investissement a une durée d'exécution supérieure à un an, le montant des AE budgétisées doit être supérieure à celui des CP ;
- pour la première année d'exécution dudit contrat, les CP mis en place correspondent au besoin de paiement de l'année ;
- l'autorisation parlementaire des AE et des CP est annuelle sauf procédure de report,
- ce report n'est autorisé pour les AE que s'il ne rend pas insupportable le volume des engagements déjà contractés et pour les CP s'il ne dégrade pas le solde budgétaire.

CONCLUSION

L'année 2020 marque la fin du Plan national de développement économique et social (PNDES). Le budget de l'Etat, exercice 2021 vise essentiellement à finaliser les projets prioritaires initiés dans le cadre de la mise en œuvre de ce référentiel. En outre, un nouveau portefeuille de projets est en cours de finalisation dans le cadre de l'élaboration du prochain référentiel.

Pour ce faire, la mobilisation optimale des recettes en vue de la couverture des dépenses se présente comme un défi et requiert la participation des citoyens à tous les niveaux.

Le présent budget citoyen se présente comme un outil de mobilisation et d'engagement autour de cet idéal commun. Il est un langage simplifié susceptible de toucher tous les citoyens.

En plus de la version française, il est traduit dans sept (07) langues nationales que sont le mooré, le dioula, le fulfuldé, le gulfancema, le bissa, le lyélé et le dagara. Il fait l'objet d'une large campagne de communication sur l'étendue du territoire national.

Annexe 1 : Prévisions des comptes d'affectation spéciale du Trésor (CAST) 2021 (en milliers de FCFA)

| INTITULE DU COMPTE | PREVISIONS CORRIGÉES 2020 | PREVISIONS 2021 | VARIATION | |
|--|---------------------------|--------------------|------------------|--------------|
| | | | MONTANT | TAUX(%) |
| Compte spécial n° 125 « Plan d'actions de la stratégie nationale de micro-finance » | 400 000 | 800 000 | 400 000 | 100,00% |
| Compte spécial n° 126 « Fonds de soutien au développement de l'enseignement de base » | 17 137 683 | 10 223 928 | - 6 913 755 | -40,34% |
| Compte spécial n° 127 « Cantines scolaires du secondaire » | 415 512 | 198 450 | - 217 062 | -52,24% |
| Compte spécial n° 128 « Fonds d'appui au développement du système de santé » | 50 050 | 43 200 | -6 850 | -13,69% |
| Compte spécial n° 129 « Fonds de soutien à la modernisation de l'administration publique » | 6 676 005 | 3 322 000 | - 3 354 005 | -50,24% |
| Compte spécial n° 130 « Opération lotissement centres urbains et ruraux au Burkina Faso » | 859 190 | 899 190 | 40 000 | 4,66% |
| Compte spécial n° 131 « Fonds de développement de la statistique » | 3 114 930 | 1 888 302 | - 1 226 628 | -39,38% |
| Compte spécial n° 132 « Cadastre fiscal » | 26 000 | 26 000 | - | 0,00% |
| Compte spécial n° 142 « Remboursement crédits TVA » | 50 000 000 | 50 000 000 | - | 0,00% |
| Compte spécial n° 143 « Approvisionnement en Eau et Assainissement » | 38 586 433 | 58 156 498 | 19 570 065 | 50,72% |
| Compte spécial n° 144 « Appui à la formation professionnelle » | 5 711 544 | 4 997 003 | - 714 541 | -12,51% |
| TOTAL | 122 977 347 | 130 554 571 | 7 577 224 | 6,16% |

DGB/MINEFID, octobre 2020

Annexe 2 : Evolution de l'encours de la dette publique sur la période 2019-2021 (en milliards de FCFA)

| Rubrique | Situation | | Projections | |
|---------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | 31/12/2019 | 30/06/2020 | 31/12/2020 | 31/12/2021 |
| Dette extérieure | 2 188,60 | 2 377,60 | 2 451,80 | 2 570,70 |
| Multilatérale | 1 946,00 | 2 108,70 | 2 213,90 | 2 296,20 |
| Bilatérale | 242,50 | 268,80 | 237,90 | 274,50 |
| Dette intérieure | 1 779,00 | 2 088,20 | 2 088,70 | 2 305,40 |
| Institutions Financières | 124,80 | 182,90 | 208,00 | 140,60 |
| Institutions non Financières | 148,80 | 153,70 | 133,50 | 179,80 |
| Marché Monétaire et Financier | 1 505,30 | 1 751,60 | 1 747,30 | 1 985,00 |
| Total général | 3 967,50 | 4 465,70 | 4 540,50 | 4 876,10 |
| PIB nominal | 8 231,84 | | 8 678,81 | 9 286,72 |
| Encours dette publique/PIB (%) | 48,20 | | 52,32 | 52,51 |

Source: DGEP/MINEFID, cadrage d'août 2020

Annexe 3 : Principales étapes d'élaboration du budget de l'Etat

| Phases | Activités | Acteurs | Calendrier |
|----------------------|--|-----------------------|----------------------------|
| Cadrage budgétaire | Définition des priorités et des choix stratégiques budgétaires | DGEP/MINEFID | Janvier– Février |
| | Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses) et sectorielles (crédits budgétaires des ministères et institutions) à travers le cadrage budgétaire. | DGB/MINEFID | Mars-Avril |
| | Notification des enveloppes sectorielles aux ministères et aux institutions à travers la circulaire budgétaire. | DGB/MINEFID | Mai |
| | Elaboration des DPPD (avant-projets de budget) des ministères et des institutions. | Ministères sectoriels | Mai–Juin |
| Arbitrage | Examen technique des DPPD des ministères et des institutions. | DGB/MINEFID | Juin |
| | Arbitrage des DPPD des ministères et institutions par le Ministère en charge des Finances | MINEFID | Juillet |
| | Arbitrage de l'avant-projet de loi de finances en Conseil de ministres | Gouvernement | Septembre |
| | Adoption de l'avant-projet de loi de finances par le Gouvernement | Gouvernement | |
| Vote | Dépôt du projet de loi de finances à l'Assemblée Nationale | SG- Gouvernement | Septembre |
| | Examen par la Commission Finances et Budget de l'Assemblée Nationale et vote de la loi de finances par le Parlement | Parlement | Octobre- Décembre |
| Mise en exécution | Promulgation de la loi de finances par le Président du Faso | Président du Faso | Décembre N- janvier N+1 |

Annexe 4 : Présentation du budget de l'Etat selon l'objet socio-économique de la dépense en 2020 et 2021 (en milliers de FCFA)

| Libellés | 2020 | | 2021 | |
|--|----------------------|----------------|----------------------|----------------|
| | Dotation (LFR) | Part relative | Dotation (LFI) | Part relative |
| 01 Services généraux des administrations publiques | 1 398 278 437 | 55,21% | 1 029 825 396 | 38,84% |
| 02 Défense | 105 644 290 | 4,17% | 132 918 034 | 5,01% |
| 03 Ordre et sécurité publics | 35 549 340 | 1,40% | 146 311 035 | 5,52% |
| 04 Affaires économiques | 553 026 165 | 21,83% | 516 843 580 | 19,49% |
| 05 Protection de l'environnement | 17 008 121 | 0,67% | 27 434 767 | 1,03% |
| 06 Logement et équipements collectifs | 33 766 685 | 1,33% | 48 486 386 | 1,83% |
| 07 Santé | 221 277 505 | 8,74% | 129 161 151 | 4,87% |
| 08 Loisirs, culture et culte | 8 757 392 | 0,35% | 19 139 256 | 0,72% |
| 09 Enseignement | 150 129 835 | 5,93% | 573 789 619 | 21,64% |
| 10 Protection sociale | 9 325 800 | 0,37% | 27 865 274 | 1,05% |
| Total | 2 532 763 570 | 100,00% | 2 651 774 498 | 100,00% |

Source : DGB/MINEFID, octobre 2020

Annexe 5 : Récapitulatif des ressources transférées aux Collectivités Territoriales en 2021 (base LFI) (en millier de FCFA)

| STRUCTURES BENEFICIAIRES | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|
| Ressources liées aux compétences transférées | 39 070 159 | 39 468 772 | 42 861 662 |
| Enseignement de base | 30 263 630 | 31 208 360 | 33 585 902 |
| Santé | 6 284 150 | 6 284 150 | 6 284 150 |
| Eau potable et Assainissement | 1 800 000 | 1 000 000 | 1 795 418 |
| Sports et loisirs | 100 000 | 50 000 | 30 456 |
| Culture et tourisme | 30 456 | 30 456 | 19 627 |
| Jeunesse et Emploi | 19 627 | 19 627 | 50 000 |
| Action sociale et solidarité Nationale | 95 000 | 95 000 | 95 000 |
| MAAH | - | 553 600 | 482 109 |
| MCIA | 77 296 | 87 579 | 124 000 |
| MINEFID | - | 140 000 | 395 000 |
| Infrastructures | 400 000 | - | |
| Autres appuis à la décentralisation | 101 414 094 | 167 173 767 | 196 340 453 |
| Dotations globales | 6 674 000 | 6 774 000 | 6 774 000 |
| Dotation aux régions | 900 000 | 900 000 | 900 000 |
| Dotation aux communes | 5 774 000 | 5 874 000 | 5 874 000 |
| Subvention (Taxe sur les produits pétroliers) | 9 963 590 | 8 802 003 | 10 088 291 |
| Rémunération des agents des IRA | 159 049 | 159 049 | - |
| Rémunération ex-agents des provinces | 311 000 | 350 000 | 325 000 |
| Droit de tirage Fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales (FPDCT) | 6 000 000 | 3 000 000 | 6 797 511 |
| Mesures Sociales (Haute intensité de main d'œuvre (HIMO)) | 1 500 000 | 2 514 183 | 2 700 000 |
| Programme d'appui à la décentralisation et aux investissements communaux (PADIC) /Etat | 7 763 214 | - | - |
| Décentralisation et Participation Citoyenne (DEPAC) | 1 382 716 | 578 005 | 9 036 117 |
| Appui aux brigades vertes (Ouaga et Bobo) | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 200 000 |

| STRUCTURES BENEFICIAIRES | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------------------|------------------|------------------|
| Construction de sièges de mairies (Ouaga et Bobo) | 300 000 | 794 417 | - |
| Aménager et bitumer les voiries urbaines dans la ville de Ouagadougou | - | - | 4 413 000 |
| Projet d'appui au développement des économies locales (PADEL) | - | 8 283 474 | 10 932 447 |
| Programme d'urgence pour le sahel (PUS) | 75 000 | - | 70 000 |
| Autres projets et programmes de développement | 40 149 746 | 108 782 857 | 108 782 857 |
| Fiscalité partagée | 11 353 191 | 11 353 191 | 7 755 613 |
| Fonds minier de développement local 20% des royalties | 14 782 588 | 14 782 588 | 21 465 517 |
| Projet National de Développement Rural Productif | - | - | 6 000 100 |
| Structures d'appui à la décentralisation | 2 258 716 | 3 564 216 | 2 118 158 |
| Commission technique interministérielle (CTI) | 108 000 | 108 000 | - |
| Comité national de la coopération décentralisée | 20 000 | 10 000 | 10 000 |
| Conseil national de la décentralisation (CONAD) | 595 213 | 164 588 | 286 158 |
| Comité national des finances locales (CONAFIL) | 20 000 | 15 000 | 15 000 |
| Association des municipalités du Burkina Faso (AMBF) | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| Association des régions du Burkina Faso (ARBF) | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| Comité national de suivi-évaluation (CNSE) | 7 000 | 5 000 | - |
| Commission nationale d'aménagement du développement durable du territoire (CNADDT) | - | 7 000 | 7 000 |
| Conférence africaine de la décentralisation et du développement local (CADDEL) | 70 000 | - | - |
| Actualisation de l'aménagement du territoire | 100 000 | - | - |

| STRUCTURES BENEFICIAIRES | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|
| Etude réalisation Schéma national d'aménagement du territoire / Schéma régional d'aménagement du territoire (SNAT/SRAT) | 450 000 | - | - |
| Fonctionnement du FPDCT | 788 503 | 3 154 628 | 1 700 000 |
| Total des appuis financiers de l'Etat à la décentralisation | 142 742 969 | 210 206 755 | 241 320 273 |
| Budget total | 2 213 290 331 | 2 518 456 662 | 2 651 774 498 |
| Montant à soustraire | 662 874 649 | 667 254 865 | 683 819 785 |
| Charge financière de la dette | 100 000 000 | 123 380 000 | 173 600 000 |
| Financement extérieur (dons projets et prêts projets) | 294 987 884 | 386 506 662 | 345 576 083 |
| Contrepartie aux financements extérieurs | 41 201 782 | 50 775 264 | 56 143 702 |
| Contrepartie aux nouveaux projets | 7 872 860 | 21 092 939 | 12 000 000 |
| Exonération marché+subvention hydrocarbures | 150 254 662 | 61 000 000 | 61 000 000 |
| Exonération fiscales et douanières | 50 000 000 | - | - |
| Surcoût sur investissements | 1 000 000 | 2 000 000 | 1 000 000 |
| Prélèvement communautaire/ Prélèvement communautaire de solidarité (PC/PCS) | 12 000 000 | 12 000 000 | 14 000 000 |
| Dépenses en atténuation des recettes | 500 500 | 500 000 | 500 000 |
| Transferts en capital | 5 056 961 | 10 000 000 | 20 000 000 |
| Dénominateur | 1 550 415 682 | 1 851 201 797 | 1 967 954 713 |
| Part du budget transférée aux collectivités territoriales | 9,21% | 11,36% | 12,26% |

Source : DGD/MINEFID, octobre 2020

Annexe 6 : Calendrier de diffusion du budget citoyen 2021

| Document à publier | Structure responsable de la diffusion | Date limite de publication (norme IBP) | Période de diffusion proposée pour le Burkina | Canal | Justification | Champ | Observation |
|--------------------|---------------------------------------|--|--|-------------------------------|---|---|---|
| Le budget citoyen | DGB | Au plus tard trois (03) mois après la promulgation de la LFI | Au plus tard trois (03) mois après la promulgation de la LFI | Radio | Partager l'information budgétaire avec un large public dans les langues locales (stations de radio locale, etc.) | OSC, Presse, Collectivités Territoriales, | La radio permet de toucher un plus grand public avec des moyens modestes (radio à pile, téléphone portable, etc.) |
| | | | | Télévision | Partager l'information budgétaire avec un large public en mettant en évidence les images traduisant les ambitions affichées | OSC, Presse, Collectivités Territoriales, | En plus de renfermer certains avantages de la radio, la télé permet de toucher certains groupes (handicapés auditifs, etc.) |
| | | | | Presse écrite | Partager l'information budgétaire à ceux qui ont un niveau minimum d'instruction | Administration, OSC, Presse, Collectivités Territoriales, | L'archivage des journaux permet de relire et de partager les informations avec plusieurs personnes. |
| | | | | Plateforme web d'accès | Permettre l'accès facile aux données budgétaires à travers les visualisations interactives | Accessibilité à internet | Elle permet de donner des statistiques analytiques, graphiques. |



BURKINA FASO



BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Unité

Progrès

Justice

BUDGET CITOYEN

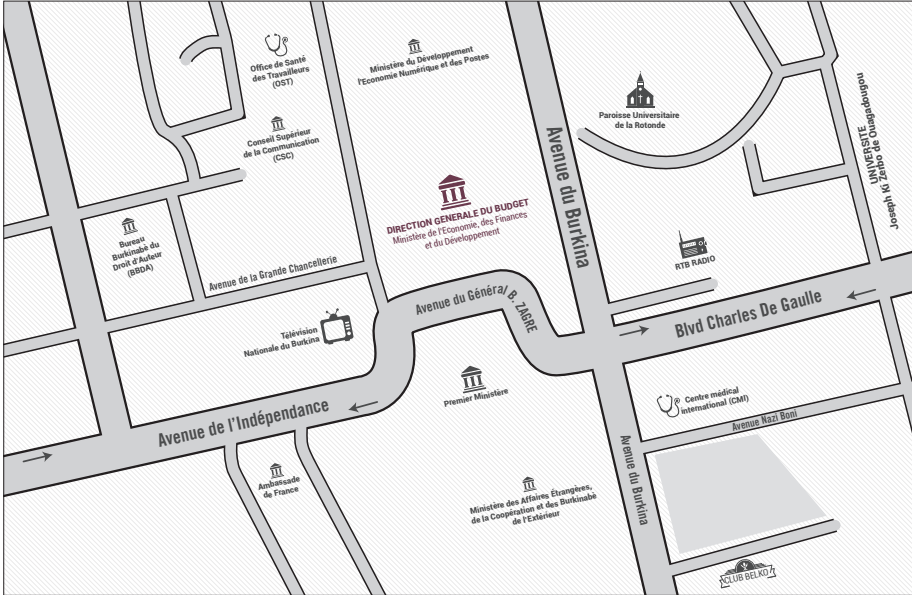
Un langage simplifié pour mieux comprendre l'action gouvernementale

INFORMATIONS UTILES



Situation géographique de la DGB

La Direction Générale du Budget est située dans l'enceinte du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement sise Avenue du 11 Décembre face à la télévision nationale.



Numéro utile

Secrétariat du Directeur
Général du Budget
25 41 82 94



Site web

www.dgb.gov.bf

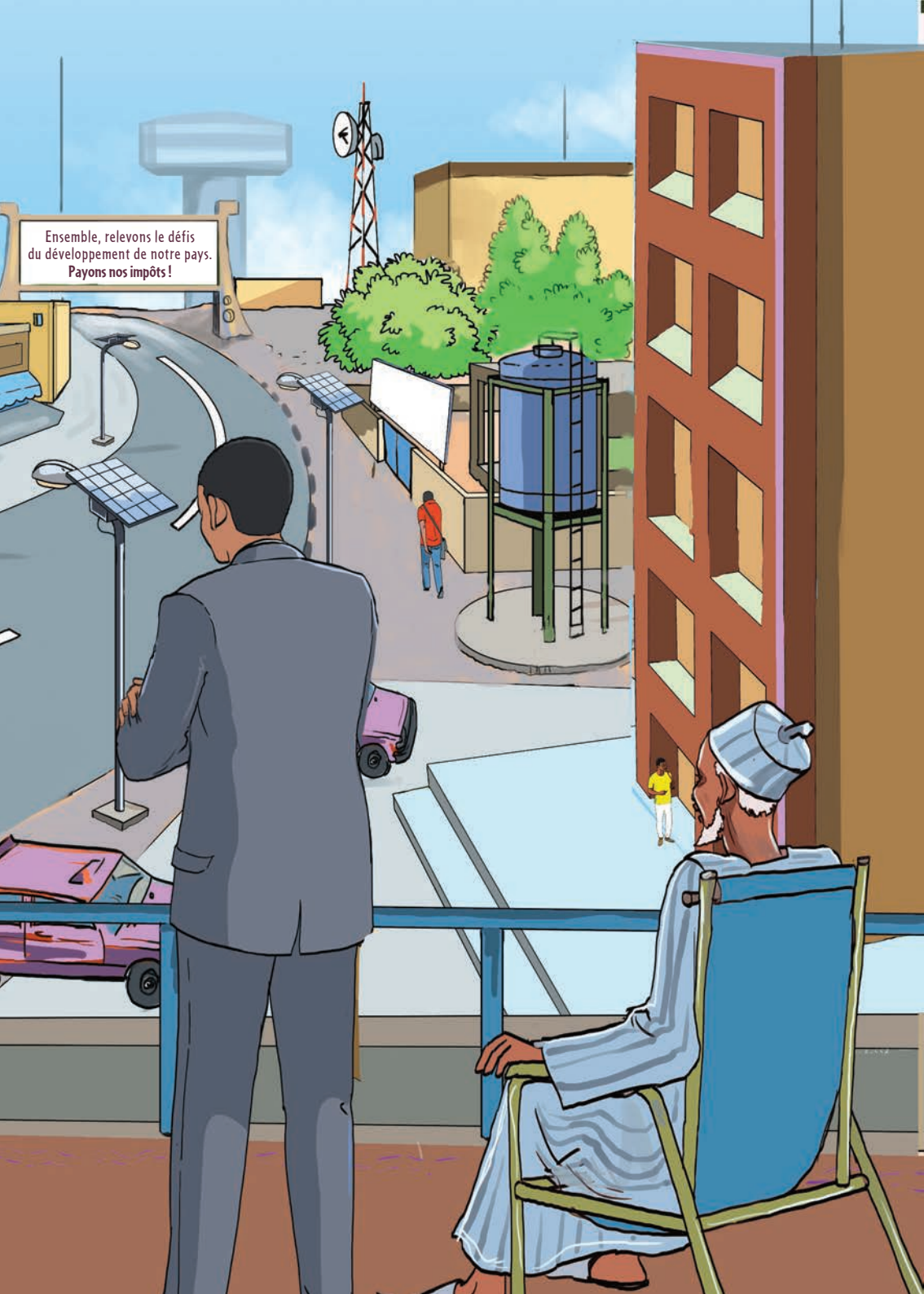


Courriel

dgb@finances.gov.bf



Ensemble, relevons le défis
du développement de notre pays.
Payons nos impôts!



EQUIPE D'ELABORATION DU BUDGET CITOYEN 2021

MINEFID

Superviseurs

OUEDRAOGO Lassané
SOULAMA Vieux Abdoul Rachid

Président

SANFO Arouna

Membres

BASSOLE Léon
BONKOUNGOU Inoussa
BOUNDAOGO Madi
KABORE Albert
KABORE K. Mariel
KABRE Isaac Fresnel
KOMBELEMSIGRI Clément P.
OUATTARA Mandjara
OUEDRAOGO Ousmane
SAVADOGO Mohamed
SIA Yacoubou
TIAO Koibiet
TIENDREBEOGO Henri
YANKINE Moctar Néfassa
YELEMOU Alain Florent
ZOUGOURI Papa

SOCIÉTÉ CIVILE

OUATTARA Karamoko
OUOBA Boukari

CONCEPTION GRAPHIQUE

BONTOGHO K. Modeste

